

28 juin 2024 (mise à jour)

Langue de l'original : français

COI FOCUS

CAMEROUN

Régions anglophones : situation sécuritaire

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles	3
Introduction	4
1. Bref historique	6
2. État actuel du conflit	8
3. Parties combattantes	10
3.1. Les groupes séparatistes	10
3.2. Les forces gouvernementales et affiliées	12
4. Typologie de la violence	13
4.1. Nombre d'incidents	13
4.2. Affrontements	14
4.3. Violations des droits humains	15
4.3.1. Par les séparatistes armés	15
4.3.2. Par les forces camerounaises	17
4.3.3. Violences basées sur le genre	18
4.4. Impunité	19
5. Cibles de la violence	20
5.1. Données	20
5.2. Civils	21
5.2.1. Enseignants et élèves	22
5.2.2. Représentants de l'État	23
5.2.3. Personnel de santé et travailleurs humanitaires	23
5.2.4. Défenseurs des droits humains	24
5.2.5. Journalistes	24
6. Répartition géographique	24
6.1. Dans les régions anglophones	24
6.2. En dehors des régions anglophones	27
7. Déplacements de population	28
7.1. Déplacés dans les régions anglophones	28
7.2. Déplacés dans les régions francophones	29
7.3. Retour des déplacés	31
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	32
8.1. Éducation	32
8.2. Santé	33
8.3. Sécurité alimentaire	34
8.4. Situation économique	34
8.5. Liberté de mouvement	35
8.5.1. Confinements	35
8.5.2. Circulation interne	36
8.6. Services publics	37
Résumé	38
Bibliographie	40

Liste des sigles

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ADF	Ambazonia Defence Forces
AI	Amnesty International
BIR	Bataillon d'intervention rapide
CDC	Cameroon Development Corporation
CHRDA	Centre for Human Rights and Democracy in Africa
CNI	Carte nationale d'identité
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
EEI	Engin explosif improvisé
GlobalR2P	Global Centre for the Responsibility to Protect
HIS	Human Is Right
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
IED	Improvised explosive device
IPOB	Indigenous People of Biafra
MMI	Mimi Mefo Info
NDH	Nouveaux droits de l'homme
NOSO	Nord-Ouest et Sud-Ouest
NRC	Norwegian Refugee Council
NSAG	Non-state armed group
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OHCHR	Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
RFI	Radio France internationale
RSF	Reporters sans frontières
SDF	Social Democratic Front
SDN	Société des Nations
TNH	The New Humanitarian
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
USDOS	United States Department of State
VBG	Violence basée sur le genre

Introduction

Ce rapport dresse un état des lieux de la situation sécuritaire dans les régions anglophones du Cameroun. Il porte en particulier sur la période allant de janvier 2023 à mars 2024 et met à jour le COI Focus du 20 février 2023. La recherche pour cette mise à jour a été clôturée le 28 mars 2024.

L'analyse se compose de huit parties. La première partie revient sur le contexte général ayant vu émerger la crise anglophone. La deuxième partie s'intéresse à l'évolution de la situation depuis janvier 2023. La troisième partie rappelle les acteurs principaux du conflit. Les quatrième, cinquième et sixième parties examinent successivement la nature, les cibles et la répartition géographique des violences qui frappent les deux régions anglophones et son exportation éventuelle dans la zone francophone. La septième partie rend compte des déplacements de population provoqués par le conflit et examine la situation des déplacés internes. Enfin, la huitième partie fait le point sur l'impact de la violence sur la vie quotidienne.

Dans le cadre de cette recherche, le Cedoca s'est appuyé sur des sources publiques diverses, notamment sur des rapports de différents organes onusiens et d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales telles que Human Rights Watch (HRW), Amnesty International (AI), l'International Crisis Group (ICG) et le Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA). Le Cedoca a également consulté la presse internationale et locale ainsi que l'agence de presse indépendante The New Humanitarian (TNH). Le Cedoca s'est par ailleurs informé auprès de l'ONG Nouveaux droits de l'homme (NDH) Cameroun dont le siège se trouve à Yaoundé (Centre), de l'ONG Human Is Right (HIS) Cameroon basée à Buea (Sud-Ouest) et auprès d'un chercheur et expert de l'Afrique centrale et du Cameroun qui a souhaité conserver l'anonymat pour des raisons liées à sa sécurité.

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées relatives aux incidents liés à la sécurité en provenance de la base de données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés¹. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales dans plus de 75 langues². Pour les régions anglophones du Cameroun, il s'agit notamment des sources suivantes : Mimi Mefo Info (MMI), Cameroon Online, ICG, Journal du Cameroun, CHRDA et Cameroon News Agency.

La base de données de l'ACLED est accessible sur le site web de l'organisation et est constamment mise à jour par de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non)³. L'ACLED explique en détail la méthodologie appliquée pour l'encodage des données⁴. L'ACLED enregistre le type de violences et leurs auteurs ; examine s'il est question de *civilian targeting* ; donne une description des incidents et de la localisation, ainsi qu'une estimation indicative⁵ du nombre de victimes signalées. Dans le cadre de la présente recherche, le Cedoca fait usage des données reprises par l'ACLED dans les catégories (*event-types*) *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*⁶. Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données, selon le Cedoca les chiffres de

¹ ACLED, *About ACLED*, s.d., [url](#)

² ACLED, 06/2023, p. 7, [url](#)

³ ACLED, 11/2021, [url](#)

⁴ ACLED, *Resource Library*, s.d., [url](#)

⁵ « These figures should therefore be understood as indicative estimates of reported fatalities, rather than definitive fatality counts »: ACLED, 06/2023, p. 37, [url](#). L'ACLED ne vérifie pas le nombre de victimes dont il fait état. Si plusieurs sources fournissent des chiffres différents ou si leur estimation est vague, l'ACLED reprend l'estimation la plus prudente. Il est dès lors possible que cette méthode donne lieu à une sous-estimation du nombre de victimes. ACLED, 01/2023, pp. 2-3, [url](#).

⁶ L'ACLED recense aussi d'autres incidents, plus particulièrement sous les catégories *riots*, *protests* en *strategic developments*. Ces derniers ne sont pas repris dans la présente recherche. ACLED, 06/2023, [url](#)

l'ACLED peuvent uniquement être considérés comme une estimation et une indication des tendances quant aux violences durant une période déterminée. Les chiffres de l'ACLED utilisés par le Cedoca dans le présent COI Focus ont été demandés le 2 février 2024 (via l'outil d'exportation).

La quantité d'incidents violents survenus au cours de la période examinée dans cette recherche et leur couverture inégale ne permettent pas au Cedoca d'en livrer un inventaire exhaustif.

Le Cedoca assure un suivi permanent des conditions de sécurité au Cameroun dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. S'il devait se produire des changements ou développements fondamentaux susceptibles de modifier considérablement la situation sur place, le Cedoca mettrait le présent COI Focus à jour aussi rapidement que possible.

1. Bref historique

Ce que l'on appelle aujourd'hui la « crise anglophone » plonge ses racines dans l'époque coloniale. Le territoire correspondant grosso modo au Cameroun actuel devient un protectorat allemand en 1884 sous le nom de Kamerun. Celui-ci est placé sous la tutelle de la Société des Nations (SDN) au moment de la défaite allemande à l'issue de la première guerre mondiale. En 1916, la SDN confie ainsi l'administration du Cameroun à la France et au Royaume-Uni⁷.

Chacun des territoires administrés est façonné selon la culture de la puissance coloniale avec comme conséquence des différences majeures de culture politique. Ainsi, dans la partie occidentale sous administration britannique, l'anglais est parlé. Le modèle britannique sert de référence en ce qui concerne la justice, où s'applique la *Common Law*, et il en va de même pour le système éducatif, la monnaie et les normes réglementant la vie sociale. La pratique du gouvernement indirect (*indirect rule*) permet le maintien des chefferies traditionnelles⁸. Quant à la partie orientale francophone, elle est directement administrée par la France suivant le modèle assimilationniste. Le français est la langue officielle et les normes sociales, juridiques et politiques de la métropole structurent un projet centraliste qui caractérisera également celui des gouvernements d'après l'indépendance⁹.

La partie francophone obtient l'indépendance le 1^{er} janvier 1960 pour devenir la République du Cameroun. Dans la partie britannique, qui est constituée du Southern Cameroon et du Northern Cameroon, les Nations unies organisent un référendum le 11 février 1961. Celui-ci propose deux options : le rattachement au Nigeria ou la réunification avec la République du Cameroun, excluant donc la possibilité de l'indépendance. Le Northern Cameroon choisit de se rattacher au Nigeria, alors que le Southern Cameroon opte pour la réunification avec la République du Cameroun¹⁰.

Les zones anglophones et francophones du Cameroun sont donc unifiées en 1961, au sein de la République fédérale du Cameroun. Après la réunification, le président Amadou Ahidjo impose une constitution qui accorde de larges compétences à l'exécutif de l'État fédéral au détriment des deux États fédérés (le Cameroun occidental et le Cameroun oriental). Il s'applique également à contrôler le Cameroun occidental en usant de la répression et en exploitant les divisions entre anglophones¹¹. Le président Ahidjo accentue progressivement la centralisation, allant jusqu'à supprimer le fédéralisme en 1972, lorsqu'à la suite d'un référendum le pays devient la République unie du Cameroun¹².

Lorsque Paul Biya succède à Amadou Ahidjo en 1982, il renforce encore la tendance du centralisme. En 1983, il divise la région anglophone en deux : le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (NOSO). L'année suivante, il modifie l'appellation officielle du pays qui devient la République du Cameroun, reprenant ainsi le nom de l'ancienne partie francophone, et il supprime la deuxième étoile sur le drapeau, qui représentait la partie anglophone¹³.

Ces développements historiques et leurs ramifications complexes ont conduit à la crise en cours.

Les tensions actuelles sont nées en novembre 2016 lorsque des avocats, des étudiants et des enseignants anglophones ont commencé à protester contre leur sous-représentation et leur marginalisation culturelle par le gouvernement dominé par les francophones¹⁴. Les manifestants réclament davantage d'autonomie pour les régions anglophones. Certains revendiquent le retour à un

⁷ GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#) ; ACCOR, 21/07/2017, [url](#)

⁸ ICG, 02/08/2017, [url](#)

⁹ ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁰ ICG, 25/05/2010, [url](#) ; GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹¹ ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹² Le Monde (Kouagheu J.), 03/01/2017, [url](#)

¹³ ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁴ VOA, 02/10/2018, [url](#) ; TNH, 08/07/2020, [url](#)

État fédéral et, pour une minorité, l'indépendance et la proclamation d'un nouvel État, l'Ambazonie. Rapidement, Yaoundé a répondu à ces revendications par la violence¹⁵.

En janvier 2017, une dizaine de leaders anglophones sont arrêtés, inculpés pour faits de terrorisme¹⁶. Les figures de la contestation anglophone démarrent des opérations « villes mortes » et un boycott des écoles est imposé dans les régions du NOSO¹⁷.

La proclamation symbolique et unilatérale par les forces séparatistes d'un État indépendant nommé Ambazonia le 1^{er} octobre 2017 a marqué un tournant dans la crise et a entraîné le déploiement immédiat de l'armée dans les régions anglophones. Des dizaines de personnes sont tuées en marge de cet événement¹⁸. Fin novembre 2017, en réponse à ces méthodes autoritaires, une partie du mouvement contestataire se radicalise. La crise se durcit et évolue vers une situation de violences armées¹⁹.

Entre 2018 et 2020, une escalade de la crise est observée. Les forces de défense et de sécurité sont déployées par milliers dans les régions anglophones et y mènent des opérations d'envergure pour localiser et neutraliser les combattants séparatistes, en commettant des abus²⁰. Les groupes séparatistes prennent le contrôle de certaines localités rurales et périurbaines, érigeant des barrages routiers et des postes de contrôle²¹. Le boycott des écoles et les journées « villes mortes » hebdomadaires sont imposés par les séparatistes aux populations. Au cours de cette période, les affrontements sont quasi quotidiens entre les groupes séparatistes armés et les forces gouvernementales²².

L'année 2021 marque une nouvelle étape dans la crise, conséquence d'un changement de mode opératoire observé dans le chef des groupes séparatistes : la stratégie qui visait à rendre la zone anglophone ingouvernable, en causant le maximum de trouble à l'ordre public, a été abandonnée fin 2020 au profit d'une nouvelle tactique dite « de harcèlement » ciblant essentiellement les militaires, visant l'usure et l'épuisement des troupes sur le terrain²³.

En 2022, les observateurs ont noté la complexification de la crise. Raoul Sumo Tayo, historien et chercheur associé au Centre d'études de recherche en paix, sécurité et intégration à l'université de Maroua commentait :

« La situation dans les régions anglophones s'est passablement dégradée. L'insurrection s'est structurée et la crise est devenue plus complexe. De plus en plus de logiques criminelles et une économie de la guerre sont venues se greffer aux dynamiques initiales »²⁴.

¹⁵ ICG, 19/10/2017, [url](#) ; Le Vif, 19/02/2018, [url](#) ; AI, 04/07/2023, [url](#)

¹⁶ Le Vif, 19/02/2018, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 18/01/2017, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁷ IFRI (Petrigh C.), 10/2019, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 18/01/2017, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁸ France 24, 04/10/2017, [url](#) ; GlobalR2P, 15/07/2020, [url](#)

¹⁹ VOA Afrique, 02/10/2018, [url](#) ; IFRI (Petrigh C.), 10/2019, [url](#) ; Foreign Policy, 13/05/2019, [url](#) ; OHCHR, 25/07/2018, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, [url](#)

²⁰ HRW, 16/12/2021, [url](#)

²¹ ICG, 02/05/2019, [url](#) ; HRW, 16/12/2021, [url](#)

²² HRW, 27/07/2020, [url](#) ; HRW, 16/12/2021, [url](#)

²³ RFI, 23/09/2021, [url](#) ; African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

²⁴ RFI, 15/10/2022, [url](#)



Régions anglophones du Cameroun²⁵

2. État actuel du conflit

En 2023, l'insécurité a perduré dans les régions du NOSO, avec des pics de violence autour d'événements spécifiques comme des élections, des célébrations initiées par les autorités centrales, des dates symboliques, etc. Les hostilités se poursuivent, avec entre autres des attaques ciblées, des destructions de biens et l'utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI)²⁶.

Au cours de la période examinée, l'ICG a rapporté mois par mois que les attaques réciproques des groupes armés séparatistes et des forces gouvernementales ont continué. Au mois de juin 2023, l'ICG a indiqué que le conflit ne montrait aucun signe d'apaisement. En juillet, l'ONG internationale a signalé que le conflit anglophone continue de faire de nombreuses victimes civiles. Pour l'année 2023, l'ICG a noté que la situation s'était particulièrement détériorée au cours des mois de janvier, mai et novembre. En janvier 2024, l'ICG considère que « [s]ecurity situation in Anglophone regions remained dire »²⁷.

Dans le rapport *Avec ou contre nous. La population prise en étau entre l'armée, les séparatistes armés et les milices dans la région du Nord-Ouest* du 4 juillet 2023, AI fait le point sur la violence en ces termes :

« Aujourd'hui, la violence armée est courante et atteint son paroxysme autour d'événements symboliques comme les élections, la rentrée scolaire, la fête nationale du Cameroun, l'anniversaire de la déclaration d'indépendance de l'Ambazonie' et des manifestations sportives. Ces événements donnent lieu à des affrontements particulièrement meurtriers »²⁸.

AI explique dans son rapport précité que la situation est dans une impasse : d'un côté, malgré des capacités militaires et en armement accrues, les groupes séparatistes ne parviennent pas à déloger

²⁵ DW, 23/10/2023, [url](#)

²⁶ AI, 04/07/2023, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 05/09/2023, [url](#) ; OCHA, 10/2023, [url](#) ; OCHA, 09/02/2024, [url](#) ; ICG, s.d., [url](#)

²⁷ ICG, s.d., [url](#)

²⁸ AI, 04/07/2023, [url](#)

l'armée ; de l'autre côté, les forces gouvernementales ne sont pas en mesure de débusquer les combattants cachés en brousse²⁹.

Dans un rapport de situation du 30 novembre 2023, le Conseil de sécurité des Nations unies observe que les groupes armés non étatiques ont continué à prendre pour cibles des représentants de l'État, des civils, du personnel de santé et des enseignants et personnel d'éducation rémunérés par l'État. Parallèlement, les forces camerounaises ont ciblé les commandants séparatistes et ont mené des raids dans leurs cachettes potentielles, en faisant des victimes parmi les civils³⁰.

Au 30 novembre 2023, le Global Centre for the Responsibility to Protect (GlobalR2P) considère que « [c]ivilians in the Anglophone regions of Cameroon are at an imminent risk of atrocity crimes due to continued violence between government forces and armed separatists »³¹.

Selon le GlobalR2P, la dynamique du conflit dans les régions anglophones a changé à mesure que la crise est devenue de plus en plus lucrative financièrement, les groupes séparatistes ayant fait des kidnappings, des pillages et de l'extorsion une source de revenus. En outre, les groupes séparatistes armés sont de plus en plus désorganisés et concurrents, ce qui ajoute à la complexité de la situation et diminue les chances de paix³².

Dans un rapport paru en mai 2023, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) constate également que les niveaux élevés de criminalité et d'impunité génèrent un climat d'insécurité pour les civils et les travailleurs humanitaires, confrontés à des risques d'enlèvement contre rançon, d'agression, de détention illégale, de *carjacking* et de menaces de violence. La frontière entre les actes de violence ciblés et politiquement motivés et les activités criminelles est de plus en plus floue³³.

Le rapport de situation du 9 février 2024 de l'OCHA indique que : « [m]any civilians have been targeted directly, others were caught in crossfire, or killed/injured by improvised explosive devices (IEDs) »³⁴.

Le 18 mars 2024, le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun a expliqué lors d'un entretien téléphonique avec le Cedoca que le conflit a baissé en intensité. Les attaques séparatistes sont moins nombreuses et un certain essoufflement du mouvement sécessionniste est observé. Toutefois selon lui, les civils restent sous le joug tant des groupes armés que de l'armée. Selon ce chercheur, la situation en régions anglophones peut être qualifiée de conflit de basse intensité, amené à durer encore des années³⁵.

Le 3 septembre 2023, les leaders religieux ont lancé une campagne interconfessionnelle en faveur de la réouverture des écoles dans les régions anglophones, où les séparatistes armés n'avaient autorisé que les établissements privés et confessionnels à fonctionner³⁶. Néanmoins, la rentrée scolaire 2023-2024 n'a été encouragée que par une minorité de groupes séparatistes, la majorité ayant donné la consigne de ne pas envoyer les enfants à l'école³⁷.

Le 6 octobre 2023, aux États-Unis, l'administration Biden a prolongé de dix-huit mois le statut de protection temporaire accordé aux Camerounais, en raison des milliers de personnes qui fuient le conflit anglophone³⁸.

²⁹ AI, 04/07/2023, [url](#)

³⁰ UN Security Council, 30/11/3023, [url](#)

³¹ GlobalR2P, 29/02/2024, [url](#)

³² GlobalR2P, 29/02/2024, [url](#) ; GlobalR2P, 31/05/2023, [url](#)

³³ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

³⁴ OCHA, 09/02/2024, [url](#)

³⁵ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

³⁶ UN Security Council, 30/11/3023, [url](#)

³⁷ Le Monde (Kouagheu J.), 05/09/2023, [url](#)

³⁸ ICG, s.d., [url](#) ; US Citizenship and Immigration Services, 04/01/2024, [url](#)

Le 21 octobre 2023, la milice séparatiste nigériane Indigenous People of Biafra (IPOB) a signé à Helsinki un accord de coopération avec le groupe séparatiste anglophone Ambazonia Governing Council. Ce faisant, les deux factions s'engagent à s'aider mutuellement dans leurs luttes séparatistes respectives³⁹.

Le GlobalR2P considère en février 2024 que malgré la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire depuis le début du conflit, le gouvernement du Cameroun continue de nier la gravité de la crise et n'a encore pris aucune mesure significative visant à mettre fin au conflit ou à s'attaquer à ses causes profondes. La même source estime également que la communauté internationale n'a pris que des mesures limitées en réponse à la situation⁴⁰.

3. Parties combattantes

Le conflit en zone anglophone oppose d'une part des groupes armés séparatistes, dits ambazoniens, dont les Ambazonia Defence Forces (ADF), qui luttent pour l'indépendance des deux régions anglophones et d'autre part, les forces de défense et de sécurité camerounaises, dont le Bataillon d'intervention rapide (BIR), qui assurent restaurer la sécurité dans ces régions⁴¹.

3.1. Les groupes séparatistes

En novembre 2020, le think tank WATHI rapportait que si, au départ, l'insurrection était menée par quelques groupes armés dont la direction politique était majoritairement assurée par des militants séparatistes exilés en Europe et aux États-Unis, la situation s'est entre-temps complexifiée en raison de « la fragmentation et de l'autonomisation des milices séparatistes ». Les différents groupes armés n'ont cessé de se multiplier, notamment à la faveur des dissidences au sein des premiers. Profondément divisés, les leaders de la diaspora ont perdu peu à peu l'autorité sur leurs troupes et les Amba boys⁴² ont gagné une certaine autonomie financière et décisionnelle sur le terrain :

« Le kidnapping, la contrebande de la drogue et des armes, les barrages routiers et l'impôt de guerre indûment exigé aux populations des zones qu'ils contrôlent, ont généré d'importantes ressources financières qui réduisent la dépendance des milices à l'égard des financements de la diaspora. Cette lucrative économie de guerre expliquerait en partie la prolifération des bandes armées, qui essaient dans presque tous les arrondissements des deux régions pour en tirer le plus grand profit. Les nouvelles factions armées qui naissent n'ont souvent aucune motivation politique, même si elles revendiquent parfois, dans leur propagande, une certaine allégeance à Sisiku Ayuk Tabe, érigé en icône de la cause indépendantiste depuis sa condamnation à perpétuité par le tribunal militaire camerounais »⁴³.

Le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun avec lequel le Cedoca a échangé le 18 mars 2024 constate également qu'une grande partie du mouvement séparatiste (mais pas l'entièreté) s'est fragmenté et « milicianisé », empruntant des contours de la criminalité et du banditisme. Une frange du mouvement, affranchie de l'idéologie de base, ne défend plus la cause séparatiste et vise la défense de ses intérêts propres tandis que d'autres groupes armés s'adonnent à des activités relevant du banditisme dans le but de financer la cause à laquelle ils continuent de croire⁴⁴.

³⁹ ICG, s.d., [url](#)

⁴⁰ GlobalR2P, 29/02/2024, [url](#)

⁴¹ ICG, 02/05/2019, [url](#) ; HRW, 11/08/2022, [url](#) ; HRW, 27/06/2022, [url](#)

⁴² L'appellation « Amba boys » ou « boys » désigne les combattants favorables à l'indépendance de l'Ambazonie.

⁴³ WATHI, 06/11/2020, [url](#)

⁴⁴ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

Dans un rapport du 11 mai 2023, l'OCHA observe de même que les divisions entre les différents groupes armés sont importantes et que l'influence de la diaspora a diminué. Le financement provenant de la diaspora se raréfiant, les groupes armés non étatiques ont de plus en plus recours à des actions criminelles, notamment la taxation illégale et l'enlèvement contre rançon. Les bandes criminelles, opérant indépendamment des groupes armés ou en collaboration avec eux, s'en prennent aux civils (voir [4.3.1.](#)). Depuis 2022, l'opposition des civils aux groupes armés s'accroît, ce qui mène à la montée en puissance des groupes d'autodéfense ou comités de vigilance qui se constituent au sein des communautés pour les défendre contre les groupes armés et les bandes criminelles⁴⁵.

Dans son rapport du 4 juillet 2023, AI expose que les groupes séparatistes armés qui « s'apparentent de plus en plus à des groupes criminels », sont sans cesse traversés par des divisions et des réunifications. Des dissensions entre les groupes séparatistes et au sein même de ces derniers mènent à des affrontements (voir [4.2.](#)). En outre, des purges et des meurtres auraient résulté de l'infiltration de militaires ou de personnes favorables aux autorités à l'intérieur de certains groupes séparatistes. L'armée lance à leur rencontre des attaques fréquentes et des chefs de guerre sont régulièrement tués dans des opérations militaires⁴⁶.

Malgré ces dissensions et les pertes humaines, AI considère que les séparatistes armés « demeurent extrêmement actifs ». Les groupes séparatistes armés ont « conservé leur aptitude à lancer des attaques armées, même au-delà des deux régions anglophones » (voir [6.2.](#))⁴⁷.

Dans le même rapport, AI indique que les différents groupes séparatistes armés s'organisent principalement selon une logique géographique. Cette assise géographique est perceptible dans la dénomination de ces groupes : Bui Unity Warriors (combattants de l'unité de Bui), Mountain Fako Lions (lions du mont Fako), Lebialem Red Dragons (dragons rouges de Lebialem), Marine Forces of Bambalang (forces marines de Bambalang) et Buffalos of Bali Nyonga (buffles de Bali Nyonga), etc⁴⁸. Un « général » est désigné à la tête de chacun de ces groupes et peut diriger quelques dizaines de combattants parfois lourdement armés⁴⁹.

L'OCHA met en lumière dans son rapport du 11 mai 2023 que les groupes armés non étatiques recrutent des enfants ou sont rejoints par certains n'ayant pas d'autres ressources socioéconomiques pour survivre. Les membres des groupes armés forcent des adolescentes à se marier, ce qui engendre des grossesses précoces. Les jeunes garçons risquent quant à eux d'être recrutés au sein des groupes armés. Ceux qui quittent ces groupes s'exposent à des représailles de la part des séparatistes et à des pressions des autorités pour qu'ils divulguent les campements des groupes auxquels ils ont été associés⁵⁰.

Depuis 2021, l'arsenal militaire des combattants séparatistes s'est sophistiqué : des engins explosifs et des lance-roquettes sont venus compléter leur équipement permettant des attaques plus ciblées⁵¹. D'après AI, les sources de cet armement sont diverses : une partie importante des armes a été saisie à l'armée à l'occasion d'attaques contre les forces de défense et de sécurité ; des fonds levés au sein de la diaspora camerounaise, notamment aux États-Unis, ont aussi permis l'achat d'armes à destination des groupes armés ; les séparatistes s'attellent également à collecter des fonds en ligne, via les réseaux sociaux⁵².

Interrogée par le Cedoca sur la stratégie déployée en 2023 par les groupes armés séparatistes, l'ONG Human Is Rights (HIS) Cameroon a indiqué le 14 mars 2024 par courrier électronique :

⁴⁵ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

⁴⁶ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁴⁷ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁴⁸ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁴⁹ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁵⁰ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

⁵¹ GlobalR2P, 31/05/2021, [url](#) ; African Arguments, 24/08/2021, [url](#) ; AI, 04/07/2023, [url](#)

⁵² AI, 04/07/2023, [url](#)

« The strategy has not changed, they keep using same methods by planting improvised explosive devices, attacks on military of any government official convoy, kidnapping, administering inhuman and degrading treatment on victims, imposed lockdowns and ghost towns »⁵³.

A la même question, le chercheur et expert de l’Afrique centrale et du Cameroun a affirmé le 18 mars 2024 que la stratégie des groupes armés est restée inchangée depuis quelques années. Il ajoute qu’un essoufflement dans le camp séparatiste est perceptible. Selon lui, les capacités militaires des séparatistes sont déforcées et les groupes armés ne sont plus en mesure de mener des attaques d’envergure. Constatant que les attaques frontales causent de grosses pertes, les groupes armés ont en conséquence basculé dans un autre mode de fonctionnement vers 2021⁵⁴.

3.2. Les forces gouvernementales et affiliées

Au cours de la période étudiée par ce rapport, les forces de défense et de sécurité ont poursuivi leurs offensives contre les séparatistes et les personnes soupçonnées de les soutenir et ont au fil des années augmenté leur présence militaire dans le NOSO. Les effectifs des forces camerounaises ne sont pas connus précisément ; néanmoins, plusieurs procédures de recrutement ont été engagées au cours des dernières années⁵⁵. Le chercheur et expert précité a indiqué au Cedoca que les forces armées camerounaises ont une certaine capacité à renouveler leurs forces vives⁵⁶.

Depuis 2020, le travail du BIR en activité dans la région est de déloger les combattants séparatistes dans leurs bases situées en brousse et leur stratégie n’a pas évolué d’après ce chercheur. Avec le temps, l’armée est également mieux informée : d’une part, certains séparatistes font défection et rejoignent le programme de Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), devenant ensuite des informateurs pour le compte de l’armée ; d’autre part, alors qu’elle était auparavant majoritairement acquise aux séparatistes, la population du NOSO est de plus en plus divisée sur la cause séparatiste vu les affres des groupes armés et est par conséquent potentiellement plus encline à fournir des informations aux autorités⁵⁷.

D’après les informations transmises par HIS Cameroon le 14 mars 2024, la réponse des forces gouvernementales aux attaques séparatistes a changé en 2023 :

« The state defence and security forces have changed their method of operation, they are now offensive by going inside the forest to look for the armed separatists fighters right inside their hideouts. They make use of ex-combatants to locate the hideouts of the separatists inside the forest »⁵⁸.

Les milices peules mbororos⁵⁹ sont également partie prenante au conflit. Dans le rapport susmentionné, AI explique que :

« Dans le Nord-Ouest, en particulier, les conflits de longue date entre les éleveurs peuls mbororos et les agriculteurs attisent la violence armée. Les populations peules mbororos ont été rapidement prises pour cible par les séparatistes armés, en partie parce qu’elles sont considérées comme favorables aux autorités en place. À mesure que la situation s’est dégradée, des milices composées principalement de Peuls Mbororos, tolérées, voire soutenues par les autorités, ont commis des violences à l’égard de la population »⁶⁰.

⁵³ HIS Cameroon, courrier électronique, 14/03/2024

⁵⁴ Chercheur et expert de l’Afrique de l’Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

⁵⁵ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁵⁶ Chercheur et expert de l’Afrique de l’Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

⁵⁷ Chercheur et expert de l’Afrique de l’Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

⁵⁸ HIS Cameroon, courrier électronique, 14/03/2024

⁵⁹ Pour plus d’informations sur la situation des Mbororos dans le conflit, voir le *COI Focus Cameroun. Régions anglophones : situation sécuritaire* du 20 février 2023, [url](#)

⁶⁰ AI, 04/07/2023, [url](#)

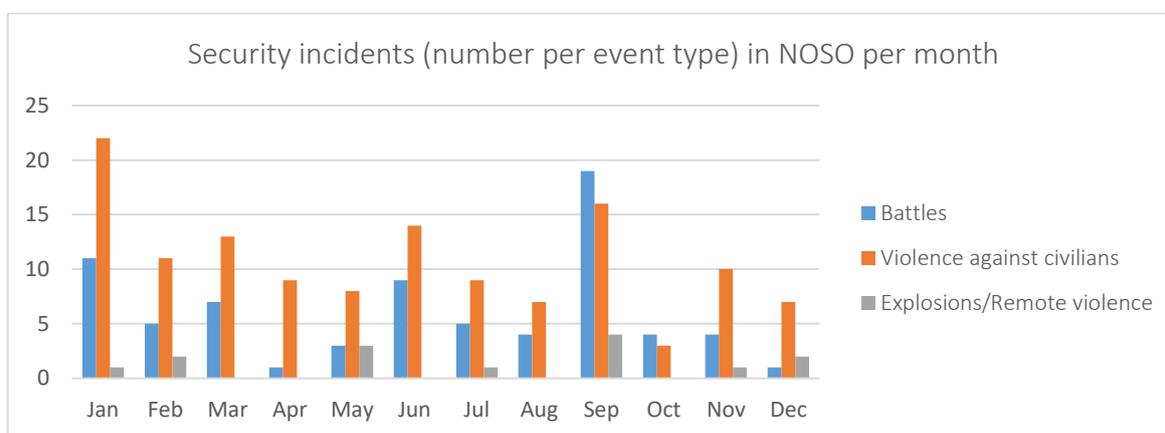
4. Typologie de la violence

4.1. Nombre d'incidents

Le Cedoca utilise les données de l'ACLED pour évaluer le nombre des incidents sécuritaires répertoriés dans les régions anglophones au cours de la période examinée et analyser leur évolution au fil du temps. Néanmoins, le conflit en zone anglophone a été qualifié par le Norwegian Refugee Council (NRC) comme un des « world's most neglected displacement crises » en 2022. Selon le NRC, cela signifie que les crises concernées reçoivent peu d'attention médiatique, font l'objet d'un manque de volonté politique internationale en vue de leur règlement et bénéficient de peu d'aide humanitaire⁶¹. En juillet 2022, Afrique XXI indiquait que de nombreuses violations des droits humains ne sont vraisemblablement pas documentées, les autorités camerounaises restreignant l'accès aux régions anglophones aux journalistes, aux ONG et aux observateurs internationaux, « détournant *de facto* l'attention internationale »⁶². C'est ce qu'a signalé au Cedoca le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun affirmant que les événements sécuritaires dans le NOSO sont sous-documentés et que les données de l'ACLED sont par conséquent également sous-représentatives de la violence, surtout dans les zones rurales reculées⁶³.

Pour la période allant de janvier 2023 à décembre 2023, l'ACLED a recensé 216 incidents dans les régions anglophones du Cameroun. Sur ce nombre, l'ACLED classe 73 incidents comme *battles*, 14 incidents comme *explosions/remote violence* et 129 incidents sont catégorisés comme *violence against civilians*⁶⁴.

Dans un rapport du 20 février 2024, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a qualifié la violence dans le NOSO entre janvier et décembre 2023 de « volatile et imprévisible »⁶⁵. Le graphique suivant permet de se rendre compte des variations d'intensité de la violence dans le NOSO en 2023.



Graphique 1 : Incidents sécuritaires par type dans le NOSO. Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 – 31/12/2023⁶⁶.

L'évolution du nombre d'incidents violents dans les régions anglophones au fil des années est présentée par le prochain graphique.

⁶¹ NRC, 01/06/2023, [url](#)

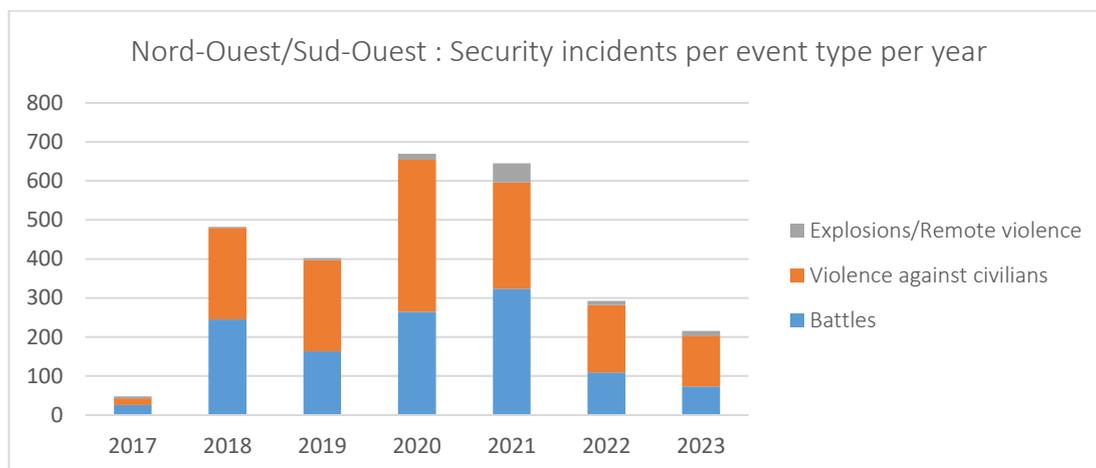
⁶² Afrique XXI (Boursin C.), 19/07/2022, [url](#)

⁶³ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

⁶⁴ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 02/02/2024, [url](#)

⁶⁵ UNICEF, 20/02/2024, [url](#)

⁶⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 02/02/2024, [url](#)



Graphique 2 : Incidents sécuritaires par type et par an dans le NOSO. Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2017 – 31/12/2023⁶⁷

4.2. Affrontements

Depuis le début de la crise, la lutte pour l'indépendance menée par les séparatistes armés et la réponse des forces armées camerounaises pour mater l'insurrection et ramener la sécurité résultent en des affrontements plus ou moins nombreux en fonction des périodes. Le graphique présenté ci-dessus (voir 4.1.) permet d'observer (en bleu) l'évolution du nombre d'affrontements entre les deux parties au fil du temps.

Deux sources contactées par le Cedoca sur l'état actuel du conflit ont constaté une diminution des affrontements. Le 14 mars 2024, l'ONG HIS Cameroon, dont le siège se trouve à Buea (Sud-Ouest), a communiqué les informations suivantes par courrier électronique :

« The crisis situation is gradually getting back to normal, there has been a decrease in the combats between state defence and security forces and non-state armed groups. There is a considerable decrease in the number of killings and many ex-combattants have drops their arms and joined the DDR centers in Buea and Bamenda [sic] »⁶⁸.

Parallèlement, le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun a indiqué le 18 mars 2024 que les attaques séparatistes sont moins nombreuses⁶⁹.

Parmi les combats recensés entre les deux acteurs, le 29 mars 2023, dans la ville de Kumbo (Nord-Ouest), une confrontation a eu lieu entre l'armée et des séparatistes armés. Alors que les premiers étaient entrés dans la ville pour y débusquer des combattants dans le marché, ils ont été confrontés à une importante résistance des combattants séparatistes tirant sur leur position au moyen de lance-roquettes antichar et touchant leur véhicule blindé par un engin explosif. Un civil a été tué et cinq autres blessés dans l'attaque qui a causé également la destruction d'habitations, de magasins et de véhicules⁷⁰. Le 4 septembre 2023, dans la ville de Kumba (Sud-Ouest), des groupes séparatistes, qui avaient préalablement annoncé leur intention de perturber la rentrée scolaire prévue ce jour-là, ont attaqué un poste des forces de sécurité. Les deux camps ont échangé des tirs pendant près d'une heure, tuant une jeune fille de seize ans atteinte dans sa maison par une balle perdue⁷¹. Le 15 octobre 2023, une opération militaire d'ampleur a été conduite à Akwaya (Sud-Ouest) par le BIR, neutralisant

⁶⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 02/02/2024, [url](#)

⁶⁸ HIS Cameroon, courrier électronique, 14/03/2024

⁶⁹ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

⁷⁰ MMI, 29/03/2023, [url](#)

⁷¹ Jeune Afrique (Foute F.), 05/09/2023, [url](#)

six combattants séparatistes et saisissant des armes et des munitions⁷². Le 10 janvier 2024, un avion gouvernemental s'est écrasé près de la ville de Kumbo (Nord-Ouest). À la suite de cet événement, des combattants séparatistes et les forces gouvernementales ont échangé des tirs, sans que le bilan humain ne soit communiqué. Si l'armée a déclaré que l'avion avait connu une défaillance technique, les séparatistes ont quant à eux affirmé avoir abattu l'avion⁷³.

4.3. Violations des droits humains

4.3.1. Par les séparatistes armés

Au cours de la période concernée par ce COI Focus, les séparatistes armés ont continué à perpétrer des atteintes graves aux droits humains, parmi lesquelles des attaques contre des écoles, des homicides, des kidnappings, des actes de torture, des intimidations, des extorsions et des destructions de biens⁷⁴. Les cibles principales de ces violences (voir [5.](#)) sont des personnes « soupçonnées de collaborer avec les forces de défense et de sécurité ou accusées de ne pas obéir aux ordres qu'ils tentent d'imposer dans les zones qu'ils veulent contrôler », selon AI⁷⁵.

Enlèvements et rançons

Les enlèvements constituent l'une des méthodes principalement utilisées par les groupes séparatistes pour asseoir leur contrôle et financer leur fonctionnement et leur armement⁷⁶. Selon l'agence de presse TNH, les kidnappings sont considérés comme des « arrestations » et les personnes visées sont libérées quand la « caution » a été payée, soit après rançon⁷⁷.

Le rapport 2023 du département d'État américain portant (United States Department of State, USDOS) sur la situation des droits humains en 2022 mentionne ce qui suit :

« Armed separatists kidnapped several persons for not respecting the separatist-imposed lockdown measures. The separatists held persons as hostages, including public officials, political leaders, teachers, schoolchildren, and religious and traditional leaders. There were credible allegations that separatists physically brutalized their victims »⁷⁸.

Le 18 mars 2024, le Cedoca a demandé au chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun de définir les profils exposés à un risque accru d'enlèvement. Selon lui, les personnes travaillant pour l'administration décentralisée dans les régions anglophones sont des cibles immédiates. De même, un citoyen francophone marié à une personne anglophone en visite dans la famille dans le NOSO ou un anglophone travaillant à Yaoundé en visite au village mais dont les séparatistes savent qu'il n'a pas l'intention d'y rester, un chef traditionnel favorable aux autorités et certaines ONG constituent d'autres catégories à risque. En outre, l'enlèvement d'anglophones est également possible si des soupçons avérés ou fantaisistes qu'ils informent l'armée existent à leur égard. La source ajoute qu'il est plausible que des groupuscules purement criminels enlèvent une personne riche sans justification, ce ne sera pas le cas d'après lui pour des personnes avec peu de ressources financières⁷⁹.

À titre d'exemples, le 20 mai 2023, alors que le Cameroun célébrait la fête nationale, une trentaine de femmes ont été enlevées par des séparatistes dans le village de Kedjom Keku (Nord-Ouest) après avoir marché pacifiquement en protestation contre des taxes illégales imposées par des groupes

⁷² MMI, 15/10/2023, [url](#)

⁷³ ICG, s.d., [url](#)

⁷⁴ AI, 04/07/2023, [url](#) ; AI, 09/10/2023, [url](#) ; GlobalR2P, 29/02/2024, [url](#)

⁷⁵ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁷⁶ TNH, 19/07/2022, [url](#) ; Jeune Afrique (Dougueli G.), 09/05/2022, [url](#) ; IFRI, 06/2022, [url](#)

⁷⁷ TNH, 19/07/2022, [url](#)

⁷⁸ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

⁷⁹ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

armés⁸⁰. Dans une vidéo publiée sur Internet, les combattants séparatistes qualifient les otages de « *black legs* », les accusant de complicité avec l'armée⁸¹. Elles ont été libérées trois jours plus tard. Certaines affirment avoir été torturées⁸². Le 23 juin 2023, le campement situé à Idenao (Sud-Ouest) de la Cameroon Development Corporation (CDC), société gérée par l'État, a été attaqué par des séparatistes présumés. Du personnel médical et des patients de l'hôpital de la CDC ont été enlevés⁸³. Le 24 novembre 2023, à New Road Nkwen, des hommes armés ont tué une adolescente de quinze ans alors qu'ils tentaient d'enlever son père⁸⁴.

Assassinats

Le rapport du 4 juillet 2023 d'AI renseigne que les séparatistes armés ont tué des fonctionnaires, des employés d'entreprises détenues par l'État, des personnes accusées de trahison (« *black legs* ») parce qu'elles ne soutiennent pas leur cause ou sont soupçonnées de collaborer avec les autorités et des personnes qui n'ont pas suivi leurs ordres (opérations « ville morte », fermetures d'écoles et autres restrictions relatives aux déplacements, par exemple)⁸⁵.

Parmi d'autres cas, le 20 février 2023, une femme a été retrouvée décapitée sur une route à Bali Nyonga (Nord-Ouest), apparemment parce que les séparatistes armés l'accusaient d'être une informatrice des autorités⁸⁶. Le 4 octobre 2023, à Guzang (Nord-Ouest), des séparatistes armés ont tué publiquement deux hommes accusés de servir d'espions pour le compte du BIR. La vidéo de cette exécution a été largement diffusée sur les réseaux sociaux⁸⁷.

Attaques de villages

Dans la nuit du 11 août 2023, une attaque de séparatistes armés a été lancée à Akwaya (Sud-Ouest), faisant au moins quatre morts civils. Les assaillants ont bouté le feu à l'ensemble des habitations du village. L'assaut a été organisé en représailles de la constitution d'un comité de vigilance au sein de la communauté, souhaitant se défendre des intrusions séparatistes et du racket dont ils font l'objet⁸⁸. Le 6 novembre 2023 à l'aube, des hommes armés ont attaqué le village d'Egbekaw, près de Mamfe (Sud-Ouest), tirant au hasard et incendiant plusieurs habitations. Le bilan officiel dénombre vingt-cinq personnes (dont un enfant) tuées dans leur sommeil et au moins quarante blessées. Au moins deux femmes ont été agressées sexuellement. Plusieurs personnes auraient également été kidnappées. À cause des dégâts et des maisons détruites, de nombreuses familles (plus de 400 personnes) ont été contraintes de se réfugier dans des églises et chez des proches, dans des habitations surpeuplées. L'événement s'est déroulé en marge des célébrations du 41^{ème} anniversaire de la présidence de Paul Biya⁸⁹. Les 29 et 30 janvier 2024, un groupe séparatiste a mené des raids punitifs dans certains quartiers de la ville de Buea, capitale régionale du Sud-Ouest, où les habitants n'avaient pas respecté une consigne de ville morte⁹⁰.

Attaques par engins explosifs improvisés (EEI)

Depuis le début de l'année 2021, les groupes armés ont multiplié les embuscades et attaques par EEI visant les forces camerounaises⁹¹. L'OCHA indique dans le rapport publié en mai 2023 que les groupes

⁸⁰ HRW, 11/01/2024, [url](#) ; Le Monde, 24/05/2023, [url](#) ; CHRDA, 23/05/2023, [url](#) ; GlobalR2P, 31/05/2023, [url](#) ; ICG, s.d., [url](#)

⁸¹ CHRDA, 23/05/2023, [url](#)

⁸² France 24, 27/05/2023, [url](#) ; RFI, 25/05/2023, [url](#)

⁸³ UN Security Council, 30/11/3023, [url](#)

⁸⁴ RFI, 27/11/2023, [url](#)

⁸⁵ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁸⁶ AI, 04/07/2023, [url](#) ; HumAngle, 22/02/2023, [url](#) ; MMI, 21/02/2023, [url](#)

⁸⁷ UN Security Council, 30/11/3023, [url](#) ; HRW, 13/10/2023, [url](#)

⁸⁸ MMI, 16/08/2023, [url](#) ; ICG, s.d., [url](#)

⁸⁹ OCHA, 07/02/2024, [url](#) ; UN Security Council, 30/11/3023, [url](#) ; GlobalR2P, 29/02/2024, [url](#) ; OCHA, 15/11/2023, [url](#) ; ICG, s.d., [url](#)

⁹⁰ ICG, s.d., [url](#)

⁹¹ HRW, 02/08/2021, [url](#)

armés continuent d'utiliser des EEI, dont les cibles principales sont les convois militaires⁹². Selon AI, le nombre de victimes civiles imputables aux EEI est difficile à estimer⁹³.

L'explosion de plusieurs EEI sur le parcours de la course de l'Espoir (ascension du mont Cameroun) le 25 février 2023, blessant plus de 19 personnes, dont trois enfants, illustre le phénomène. Les faits ont été revendiqués par des séparatistes, selon AI⁹⁴. Le 5 septembre 2023, un camion militaire a été attaqué par un EEI dans le département de Lebialem (Sud-Ouest), tuant au moins un civil et faisant plusieurs blessés⁹⁵. Le 11 février 2024, un engin explosif fait un mort et au moins 80 blessés à Nkambe (Nord-Ouest) lors des célébrations de la journée nationale de la jeunesse. La plupart des victimes sont des femmes et des enfants qui prenaient part aux festivités⁹⁶.

Extorsions

Les groupes séparatistes prélèvent illégalement des cotisations mensuelles ou taxes pour financer l'effort de guerre en vue de l'indépendance⁹⁷. D'après le CHRDA, cette « *liberations tax* » est un impôt mensuel prélevé sur tous les habitants, y compris les enfants, s'élevant à 10.000 francs CFA pour les hommes, à 5.000 francs CFA pour les femmes et 500 francs CFA pour les enfants⁹⁸. Selon le GlobalR2P, des taxes sont également imposées aux couples non mariés ou pour enterrer des parents décédés⁹⁹. Selon cette source, le nombre des enlèvements risque de s'accroître encore à mesure que l'opposition à ces taxes grandit parmi les communautés¹⁰⁰.

4.3.2. Par les forces camerounaises

Au cours de la période examinée par cette recherche, plusieurs observateurs (dont AI, HRW, l'USDOS, le GlobalR2P et l'OCHA) ont dénoncé des violations des droits humains imputables aux forces de défense et de sécurité, dont des incendies massifs de villages, des homicides, des viols, des actes de torture, des destructions de biens et des détentions arbitraires¹⁰¹.

Opérations anti-insurrectionnelles

Selon AI, les forces de défense et de sécurité « détruisent souvent des maisons à titre de représailles collectives contre des communautés qu'ils considèrent comme soutenant ou tolérant les séparatistes armés ou peu disposées à aider les autorités »¹⁰². AI précise que « [c]es attaques ont donné lieu à des homicides illégaux, des destructions de logements, des viols et d'autres formes de violences sexuelles »¹⁰³. HRW affirme que lors des attaques anti-insurrectionnelles qu'elles mènent en réponse aux attaques séparatistes, les forces gouvernementales « ne sont pas parvenu[es] à protéger les civils »¹⁰⁴.

Parmi les cas documentés, le 29 mars 2023, des militaires ont mené une opération à Mbveh, dans la ville de Kumbo (Nord-Ouest) pour y débusquer des combattants ; ils ont essuyé une forte résistance des séparatistes armés. En représailles, les militaires ont détruit des habitations et des commerces au marché de Ta-Mbveh en y mettant le feu¹⁰⁵. En représailles d'une attaque des séparatistes sur un poste militaire dans le village de Matouke (Littoral) (voir aussi [6.2.](#)), les forces camerounaises ont tué

⁹² OCHA, 11/05/2023, [url](#)

⁹³ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁹⁴ AI, 04/07/2023, [url](#)

⁹⁵ ICG, s.d., [url](#)

⁹⁶ OCHA, 21/03/2024, [url](#) ; Health Cluster, WHO, 14/02/2024, [url](#)

⁹⁷ France 24, 27/05/2023, [url](#)

⁹⁸ CHRDA, 23/05/2023, [url](#)

⁹⁹ GlobalR2P, 31/05/2023, [url](#)

¹⁰⁰ GlobalR2P, 31/05/2023, [url](#)

¹⁰¹ AI, 04/07/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#) ; GlobalR2P, 29/02/2024, [url](#) ; HRW, 13/10/2023, [url](#)

¹⁰² AI, 04/07/2023, [url](#)

¹⁰³ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹⁰⁴ HRW, 11/01/2024, [url](#)

¹⁰⁵ AI, 04/07/2023, [url](#) ; MMI, 29/03/2023, [url](#)

le même jour six civils et arrêté quatorze autres dans le village voisin de Maumu (Sud-Ouest)¹⁰⁶. Les forces gouvernementales ont mené des raids à Big Bakanki (Nord-Ouest) du 15 au 17 juin 2023 pour y déloger des séparatistes présumés, tuant une douzaine de personnes dont des civils¹⁰⁷. Le 24 juin 2023, un raid mené à Ekona (Sud-Ouest) a causé cinq morts¹⁰⁸.

Homicides

Parmi les cas rapportés, le 7 février 2024, des soldats camerounais ont abattu quatre civils à Kumbo (Nord-Ouest). Les civils se seraient rendus à un point de contrôle tenu par les séparatistes armés à Kiyian voulant régler avec eux un conflit foncier. Les séparatistes étaient absents et les civils ont essuyé une fusillade de l'armée¹⁰⁹.

Arrestations arbitraires et détentions illégales

Plusieurs sources dont AI et l'ICG ont rapporté différentes arrestations et détentions arbitraires de personnes simplement soupçonnées de collaborer avec les séparatistes armés¹¹⁰. D'après un avocat qui s'est confié à AI, « la plupart des charges liées à la crise anglophone sont forgées de toutes pièces »¹¹¹. Dans ce contexte, certaines personnes inculpées sont détenues sans jugement ou jugées par des tribunaux militaires, non compétents pour juger des civils¹¹².

Pillages et extorsions

Lors de l'opération militaire du 29 mars 2023 dont il est question plus haut, une victime a expliqué à AI que les militaires ont fouillé son magasin emportant 1.240.000 francs CFA (soit quelque 1.800 euros) avant d'y mettre le feu. Un autre témoin a déclaré que des militaires sont entrés dans son commerce, ont volé des sacs de riz, de l'huile, de la farine et du sucre, avant d'incendier le bâtiment et les boutiques voisines¹¹³.

4.3.3. Violences basées sur le genre

L'OCHA décrit la société camerounaise comme patriarcale et caractérisée par l'inégalité institutionnelle et la discrimination entre les sexes, ce qui soutient et aggrave la violence liée au genre. La crise dans le NOSO exacerbe encore la situation et les violences basées sur le genre (VBG) y constituent un défi majeur¹¹⁴. Les VBG touchent principalement les femmes et les filles qui subissent davantage de violences de la part de leur partenaire, de violences sexuelles, de violences émotionnelles et de mariages forcés. Les femmes avec un handicap, les adolescentes et les veuves sont particulièrement vulnérables¹¹⁵. Des VBG ont également été signalées à l'encontre des garçons et des hommes, surtout lorsqu'ils sont déplacés. Lorsqu'il s'agit des hommes, les violences sont généralement commises par d'autres hommes. L'OCHA mentionne des cas de violences sexuelles commises par des hommes armés sur des civils en vue de les émasculer, de même que des cas de VBG commis par des civils qui exploitent d'autres civils, profitant de la vulnérabilité causée par le déplacement. Ces violations restent le plus souvent cachées et non dites. Les conséquences des VBG sont nombreuses : blessures, mutilations, traumatismes, grossesses non désirées et maladies sexuellement transmissibles sur le

¹⁰⁶ ICG, s.d., [url](#)

¹⁰⁷ UN Security Council, 30/11/2023, [url](#) ; ICG, s.d., [url](#)

¹⁰⁸ UN Security Council, 30/11/2023, [url](#) ; ICG, s.d., [url](#)

¹⁰⁹ MMI, 09/02/2024, [url](#)

¹¹⁰ AI, 04/07/2023, [url](#) ; ICG, s.d., [url](#)

¹¹¹ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹¹² AI, 04/07/2023, [url](#)

¹¹³ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹¹⁴ OCHA, 10/2023, [url](#) ; OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹¹⁵ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

plan physique et isolement, rejet, pensées suicidaires, stigmatisation, honte, troubles mentaux et stress au niveau psychosocial¹¹⁶.

D'après l'UNICEF, de nombreux cas de VBG sont recensés lorsque des violences à l'encontre de civils ou des affrontements entre les acteurs du conflit surviennent, de même que pendant les période de *lockdowns* (voir [8.5.1.](#))¹¹⁷.

Les organisations HRW et AI ont recueilli les témoignages de femmes violées par des membres des forces de défense et de sécurité. Par exemple, des militaires ont violé au moins 20 femmes le 1^{er} mars 2020 lors d'une attaque contre le village d'Ebam dans le Sud-Ouest¹¹⁸. AI a rencontré 15 femmes originaires du Nord-Ouest victimes de viol commis en 2021 et 2022¹¹⁹. Entre 2019 et 2023, Le Monde a rencontré trente victimes qui confient avoir été abusées par des militaires ou des séparatistes¹²⁰.

4.4. Impunité

Pour HRW, « l'impunité reste l'un des principaux moteurs de la crise »¹²¹ : tant les forces de sécurité camerounaises que les groupes séparatistes armés ont, chacun de leur côté, commis de graves violations des droits humains, et n'ont été que peu, voire pas du tout inquiétés. Cette impunité conforte les auteurs d'abus et alimente de nouveaux cycles de violence¹²².

Si au cours de l'année 2022, les autorités camerounaises ont reconnu la responsabilité des forces de défense et de sécurité dans certains abus, ce qui a été perçu comme une évolution positive, les observateurs ont noté qu'il s'agissait souvent d'effet d'annonces¹²³. Ainsi, dans le rapport du 4 juillet 2023, AI a exprimé craindre qu'« une impunité de fait s'impose dans ces affaires » :

« En ce qui concerne les atteintes aux droits humains commises par des membres de forces de défense et de sécurité et de milices, les pouvoirs publics se sont engagés à plusieurs reprises à enquêter sur les allégations et à engager des poursuites, le cas échéant, mais aucune mesure n'a été prise ou alors la lenteur de la procédure semble indiquer que les autorités font délibérément obstruction, comme dans le cas du procès relatif au massacre de Ngarbuh »¹²⁴.

Le rapport 2023 du département d'État américain portant sur la situation des droits humains au Cameroun en 2022 indique :

« Although the government took steps to identify, investigate, prosecute, and punish officials who committed human rights abuses or corruption, it did not do so systematically and rarely made public the outcome of such procedures. Impunity remained a serious problem »¹²⁵.

D'après les informations recueillies par AI, les violations imputables aux séparatistes armés n'ont fait l'objet d'aucune information judiciaire ni procès¹²⁶.

En outre, AI note que les personnes qui dénoncent ou signalent des violations des droits humains et d'autres infractions perpétrées dans les régions anglophones sont « menacées, voire détenues arbitrairement et torturées par toutes les parties, ce qui contribue à réduire au silence les voix critiques »¹²⁷.

¹¹⁶ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹¹⁷ UNICEF, 20/02/2024, [url](#)

¹¹⁸ HRW, 26/02/2021, [url](#)

¹¹⁹ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹²⁰ Le Monde (Kouagheu J.), 24/09/2023, [url](#)

¹²¹ HRW, 11/08/2022, [url](#)

¹²² HRW, 11/08/2022, [url](#) ; HRW, 13/10/2023, [url](#)

¹²³ AI, 04/07/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#)

¹²⁴ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹²⁵ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

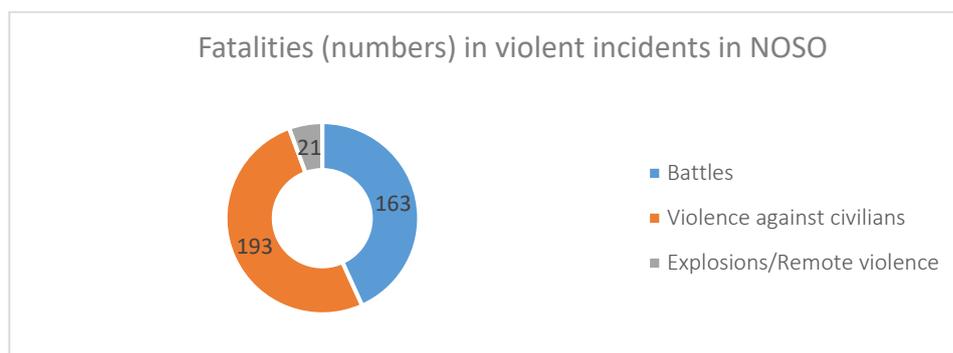
¹²⁶ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹²⁷ AI, 04/07/2023, [url](#)

5. Cibles de la violence

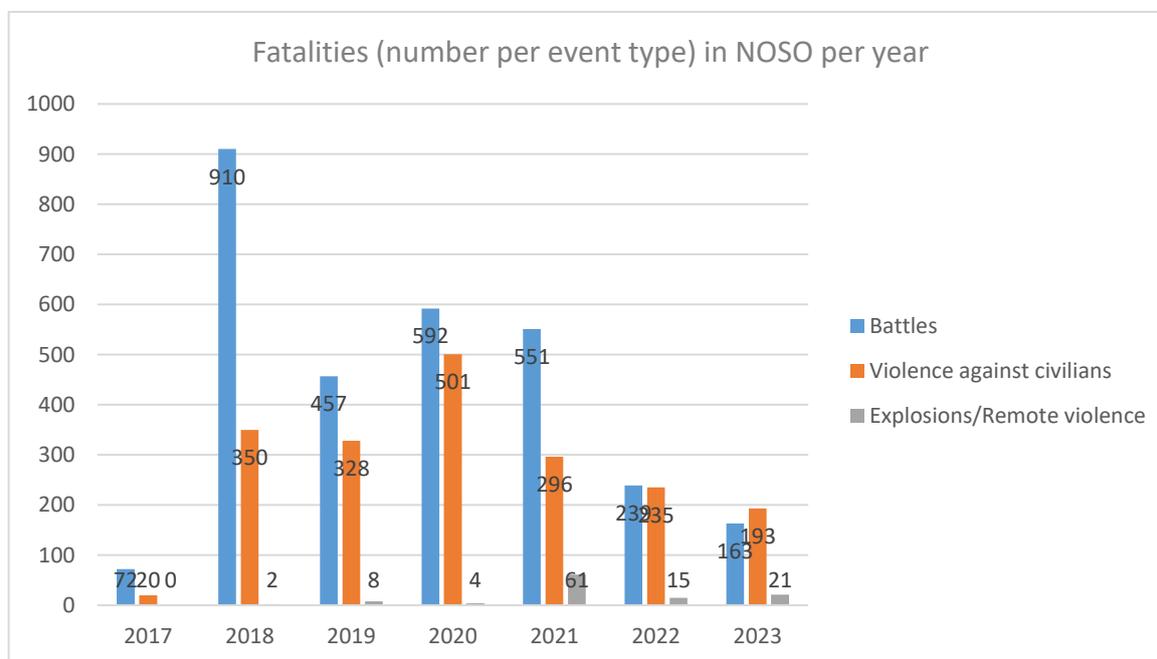
5.1. Données

Pour la période allant de janvier à décembre 2023, l'ACLED a recensé 377 morts dans les régions anglophones, décédés au cours de 216 incidents du type *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*. L'ACLED dénombre 193 décès survenus au cours de 129 incidents de type *violence against civilians*¹²⁸.



Graphique 3 : Nombre de morts par type d'incident dans le NOSO, graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 – 31/12/2023¹²⁹

Le prochain graphique montre l'évolution du nombre de morts par type d'incident depuis le début du conflit, soit entre 2017 et 2023.



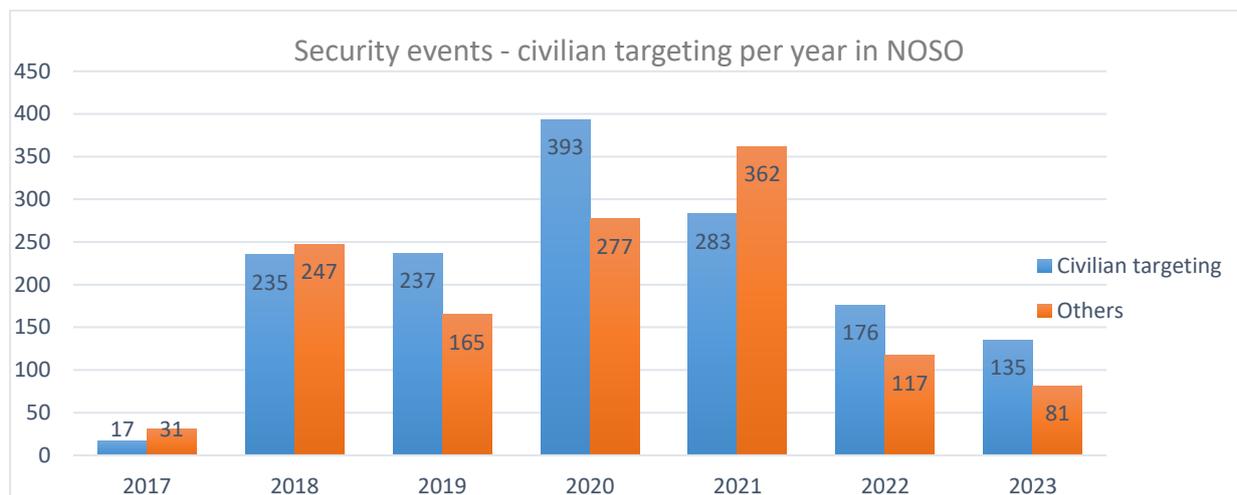
Graphique 4 : Evolution du nombre de morts par type d'incident dans le NOSO entre 2017 et 2023, graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED¹³⁰

¹²⁸ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 02/02/2024, [url](#)

¹²⁹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 02/02/2024, [url](#)

¹³⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 02/02/2024, [url](#)

Sous l'appellation *civilian targeting*, l'ACLED recense les actes de violence dans le cadre desquels des civils constituent « the main or only target ». Outre tous les incidents de la catégorie *violence against civilians*, le groupe *civilian targeting* recouvre les actes de violence enregistrés en tant qu'*explosions/remote violence*. À cet égard, l'ACLED définit les civils comme étant, par définition, des victimes non armées des violences. En ce sens, l'ACLED considère que le personnel des forces de sécurité fait partie des civils lorsqu'il est la cible de violences alors qu'il est en civil – donc non armé¹³¹.



Graphique 5 : Incidents violents ciblant principalement ou uniquement les civils par an dans le NOSO. Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2017 – 31/12/2023¹³²

5.2. Civils

Dans son rapport portant sur les événements de 2023 au Cameroun, HRW a estimé qu'au moins 6.000 civils ont été tués aussi bien par les forces gouvernementales que par les groupes armés depuis la fin 2016 dans les deux régions anglophones. Selon HRW, les civils continuent d'être victimes d'abus, dont des violences basées sur le genre (voir [4.3.3.](#)), commis par les différents acteurs du conflit¹³³.

Le département d'État américain renseigne dans le rapport 2023 précité que « There were credible reports that members of government forces and separatist fighters deliberately killed civilians »¹³⁴.

Dans le rapport du 4 juillet 2023, AI mentionne ce qui suit sur la situation des populations civiles :

« Dans un contexte de violence armée prolongée, la population des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est prise en étau entre l'armée camerounaise, les séparatistes armés (qui s'apparentent de plus en plus à des groupes criminels) et les milices, principalement composées de Peuls Mbororos »¹³⁵.

Dans une déclaration faite à la suite de l'assassinat public de deux civils dans le Nord-Ouest le 4 octobre 2023 (voir [4.3.1.](#)), le directeur pour l'Afrique centrale de HRW indique :

« Les combattants séparatistes font preuve d'un mépris total de la loi et de cruauté envers les civils dans les régions anglophones du Cameroun. [...] Les leaders séparatistes devraient immédiatement refréner leurs combattants et leur ordonner de cesser d'attaquer les civils »¹³⁶.

¹³¹ ACLED, 06/2023, pp. 22, 23, 29, [url](#)

¹³² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 02/02/2024, [url](#)

¹³³ HRW, 11/01/2024, [url](#)

¹³⁴ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

¹³⁵ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹³⁶ HRW, 13/10/2023, [url](#)

Au 29 février 2024, le GlobalR2P considère que « [c]ivilians in the Anglophone regions of Cameroon are at an imminent risk of atrocity crimes due to continued violence between government forces and armed separatists » et précise que « [c]ivilian populations, particularly women and children, are disproportionately bearing the brunt of violence »¹³⁷.

Dans le rapport de situation du 9 février 2024, l'OCHA observe que :

« Many civilians have been targeted directly, others were caught in crossfire, or killed/injured by improvised explosive devices (IEDs). Fighting continued in several areas between State security forces (SSF) and non-State armed groups (NSAGs), and among NSAG factions. The population continued to suffer from human rights abuse, including killings, destruction of property, kidnappings for ransom, arbitrary arrests, and extortion »¹³⁸.

Consultée par courrier électronique sur la situation des civils, l'ONG NDH Cameroun a répondu le 29 février 2024 déplorer que les groupes armés se soient « lancés dans des attaques affreuses qui ciblent les civils comme leur attaque contre la célébration du 11 février (journée de la jeunesse au Cameroun) »¹³⁹.

D'après le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun avec lequel le Cedoca s'est entretenu le 18 mars 2024, le conflit dans le NOSO a baissé en intensité mais pas en terme de menace contre les civils. Selon lui, les attaques sont moins intenses et les séparatistes moins nombreux, mais pour autant les civils sont toujours sous le joug des groupes armés et de l'armée : les séparatistes prélèvent des taxes sur les habitants, les écoles doivent payer pour pouvoir ouvrir, la circulation des personnes est conditionnée au paiement de pots-de-vin en certains endroits. Dans les zones rurales, les séparatistes ont établi leur propre réglementation pour régir la vie, pouvant être réinventée à tout moment en fonction des intérêts et des opportunités. Ces lois portent par exemple sur l'imposition fiscale, les produits dont le commerce est encouragé ou non, la manière de procéder à des funérailles et le moment de transporter les morts dans leur village¹⁴⁰.

Les cibles principales des violences sont des personnes « soupçonnées de collaborer avec les forces de défense et de sécurité ou accusées de ne pas obéir aux ordres qu'ils tentent d'imposer dans les zones qu'ils veulent contrôler », selon AI¹⁴¹. Dans le rapport du 4 juillet 2023, AI précise que parmi ces personnes figurent des enseignants et des élèves d'écoles publiques fermées par les séparatistes, des fonctionnaires, des représentants de l'État, des chefs traditionnels (appelés *fon*) et des membres ou sympathisants du parti au pouvoir. Toujours selon AI, d'autres personnes peuvent être visées « en raison de leur statut social ou de leur richesse apparente »¹⁴².

Parmi les civils, les catégories identifiées comme particulièrement à risque sont détaillées ci-après.

5.2.1. Enseignants et élèves

Depuis 2017, les séparatistes ont imposé un boycott de l'éducation dans les régions anglophones afin de faire pression sur le pouvoir central pour que ce dernier soutienne leur appel à l'indépendance de la zone anglophone du pays¹⁴³. Parce qu'ils sont considérés comme soutenant le système éducatif mis en place par les autorités ou parce qu'ils contreviennent aux injonctions des séparatistes, des enseignants, des élèves et des écoles sont fréquemment la cible des séparatistes armés. Des

¹³⁷ GlobalR2P, 29/02/2024, [url](#)

¹³⁸ OCHA, 09/02/2024, [url](#)

¹³⁹ NDH Cameroun, courrier électronique, 29/02/2024

¹⁴⁰ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

¹⁴¹ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹⁴² AI, 04/07/2023, [url](#)

¹⁴³ HRW, 02/11/2020, [url](#) ; ONU Info, 05/11/2020, [url](#) ; HRW, 16/12/2021, [url](#)

fusillades, des meurtres, des incendies criminels et des enlèvements visent les écoles et le personnel enseignant¹⁴⁴.

L'OCHA rapporte qu'au moins 25 incidents violents en lien avec l'éducation ont eu lieu en 2023. Les groupes armés ont pris pour cibles des écoles publiques ainsi que certains établissements privés qui n'avaient pas obtenu leur autorisation pour fonctionner¹⁴⁵.

Selon Semma Valentine, le secrétaire général exécutif de la Cameroon Teachers' Trade Union, un syndicat d'enseignant influent, qui s'est confié au Monde, plus de 160 enseignants ont été tués depuis le début du conflit et sur l'année scolaire 2022-2023, 23 enseignants ont été tués et 58 d'entre eux ont subi une attaque ou un enlèvement. Cette source ajoute que les familles déboursent des sommes importantes pour payer les rançons exigées lorsque des enseignants sont kidnappés. L'insécurité a poussé un nombre important de professeurs à désertier les salles de classe. De leur côté, les autorités menacent de radier le personnel absent¹⁴⁶.

Selon les informations de l'ONU, treize incidents violents contre le système éducatif ont été comptabilisés entre janvier et juillet 2023, dont des enlèvements d'enfants et d'enseignants. En septembre 2023, alors que les groupes armés non étatiques ont décrété un état d'urgence de deux semaines (du 4 au 17 septembre), des établissements scolaires ont été forcés de fermer et plusieurs personnes ont été tuées, kidnappées ou agressées physiquement pour ne pas avoir respecté les consignes imposées¹⁴⁷.

5.2.2. Représentants de l'État

Les séparatistes visent en particulier les représentants des institutions de l'État, les chefs traditionnels et religieux en faveur des autorités centrales¹⁴⁸.

En juillet 2023, les Ambazonia Defence Forces (ADF) ont durci leur position à l'égard des personnes considérées comme travaillant ou collaborant avec le gouvernement, menaçant de saisir, vendre ou détruire leurs biens. D'après ICG, cet avertissement concerne notamment les membres du parti au pouvoir et les chefs traditionnels qui collaborent avec Yaoundé¹⁴⁹.

Au cours de la période examinée par ce rapport, Wainachi Nentoh Honourine, députée du Social Democratic Front (SDF), a été enlevée par des séparatistes armés le 5 février 2023 sur la route de Bambui dans le département de la Mezam (Nord-Ouest). Les ravisseurs ont réclamé une importante rançon. Elle a été libérée après quelques jours¹⁵⁰. Passi Christopher Dobah, membre du conseil municipal de Balikumbat (Nord-Ouest), a été enlevé le 11 novembre 2023 lors de funérailles et tué par ses ravisseurs le 24 novembre 2023¹⁵¹.

5.2.3. Personnel de santé et travailleurs humanitaires

Les structures sanitaires et le personnel de santé continuent d'être ciblés par la violence dans les deux régions anglophones. En 2023, douze incidents violents touchant les prestataires de soins de santé nationaux ont été rapportés dans les régions du NOSO. Ces incidents comprenaient des menaces, des violences et des enlèvements par diverses parties. Certaines infrastructures de santé ont été endommagées et du matériel médical a été pillé. Plusieurs démissions au sein du personnel de santé ont été enregistrées par crainte de représailles de la part des parties engagées dans la crise. Si les

¹⁴⁴ AI, 04/07/2023, [url](#) ; ONU Info, 27/10/2023, [url](#) ; Jeune Afrique (Foute F.), 05/09/2023, [url](#)

¹⁴⁵ OCHA, 09/02/2024, [url](#)

¹⁴⁶ Le Monde (Kouagheu J.), 05/09/2023, [url](#)

¹⁴⁷ ONU Info, 27/10/2023, [url](#)

¹⁴⁸ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹⁴⁹ ICG, s.d., [url](#)

¹⁵⁰ AA, 08/02/2023, [url](#) ; HRW, 11/01/2024, [url](#)

¹⁵¹ RFI, 27/11/2023, [url](#)

services vitaux continuent d’être délivrés aux populations affectées par le conflit, y compris dans les zones difficiles d’accès, l’OCHA considère que cette situation impacte considérablement l’accès des communautés aux services de soins de santé primaires¹⁵². En janvier 2024, six incidents sécuritaires ont affecté le secteur de la santé dans la région du Nord-Ouest¹⁵³.

S’agissant des travailleurs humanitaires, l’OCHA rapporte qu’ils sont accusés par les partisans de la cause séparatiste d’espionner pour le compte du gouvernement, lequel est également méfiant à leur égard vu qu’ils ont accès à des zones hors de sa portée¹⁵⁴. Les acteurs humanitaires sont également entravés dans leur fonctionnement par des demandes de paiements illégaux par les différentes parties au conflit, par des kidnappings, les *lockdowns* réguliers et les barrages routiers¹⁵⁵.

5.2.4. Défenseurs des droits humains

Les défenseurs des droits humains et des cybermilitants sont limités dans leurs actions par des actes d’intimidation et de représailles. C’est notamment le cas lorsqu’ils dénoncent des violations des droits humains et d’autres abus commis par les différentes parties dans les régions anglophones¹⁵⁶.

5.2.5. Journalistes

D’après Reporters sans frontières (RSF), les journalistes couvrant les événements en régions anglophones sont « régulièrement accusés d’être complices du mouvement sécessionniste »¹⁵⁷. RSF considère que les journalistes dans ces régions travaillent dans une « totale insécurité, pris entre le marteau des groupes armés séparatistes et l’enclume des forces de sécurité gouvernementales » et que nombreux d’entre eux sont confrontés à des menaces et des détentions arbitraires¹⁵⁸. Le journaliste d’investigation Sah Terence Animbom, basé à Bamenda, a exposé à RSF devoir être en permanence sur ses gardes :

« Même lorsque nous nous efforçons à être équilibrés et objectifs, nous sommes accusés par les forces de l’ordre d’être ceux qui envoient des informations aux séparatistes. [...] Ces derniers nous harcèlent en nous accusant de travailler pour le gouvernement, et nous obligent à payer une somme d’argent exorbitante avant de nous laisser franchir leurs barrages »¹⁵⁹.

6. Répartition géographique

6.1. Dans les régions anglophones

Pour évaluer la répartition de la violence au sein des deux régions anglophones, le Cedoca s’est d’une part renseigné sur les zones les plus affectées par la violence en 2023 et a, d’autre part, cherché à savoir si les villes et les zones rurales sont touchées de la même façon par la violence. Les informations collectées en réponse à ces deux questions sont reprises ci-après.

Un article du 15 octobre 2023 paru sur le site d’informations MMI indique que les combattants séparatistes se montrent plus actifs dans les zones reculées et peu développées. Selon cette source, les départements de Lebialem, Ndian et Manyu dans la région du Sud-Ouest n’ont jamais eu d’accès

¹⁵² ONU Info, 27/10/2023, [url](#)

¹⁵³ OCHA, 21/03/2024, [url](#)

¹⁵⁴ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹⁵⁵ OCHA, 09/02/2024, [url](#)

¹⁵⁶ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹⁵⁷ RSF, s.d., [url](#)

¹⁵⁸ RSF, 07/09/2023, [url](#)

¹⁵⁹ RSF, 07/09/2023, [url](#)

à l'électricité, à l'eau courante et aux routes goudronnées, ce qui contribue à une plus forte concentration des groupes séparatistes. La région du Nord-Ouest qui présente une situation similaire abrite certains des groupes armés les plus puissants¹⁶⁰.

HIS Cameroon a transmis par courrier électronique le 14 mars 2024 des informations quant aux zones les plus touchées par le conflit en 2023 : « The North West region has been mostly hard hit by the conflict. In the South West region, the Manyu division has suffered most, with Akwaya and Mamfe being mostly hit by the armed conflict »¹⁶¹.

Le Cedoca a également demandé à la source précitée si l'insécurité est la même dans les villes et dans les zones rurales, ce à quoi HIS Cameroon a répondu :

« Insecurity is higher in rural areas than urban areas, major towns like Bamenda, Santa, Kumbo, Buea, Limbe, Kumba and Tiko offer more security than the villages situated in the rural areas. The presence of elements of state defence and security forces in the towns cause deterrence for armed separatists to attack in the towns. [...] Kidnapping is the most challenging security situation in the towns. In addition there is high prevalence of arbitrary arrests, illegal detentions and extortion by state defence and security forces [sic] »¹⁶².

Dans un rapport publié le 11 mai 2023, l'OCHA renseigne que la présence militaire dans le NOSO est concentrée le long des routes principales et dans les villes, laissant les zones rurales sous l'influence des groupes armés séparatistes¹⁶³.

Dans un courrier électronique du 29 février 2024, l'ONG NDH Cameroun indique de façon similaire que « [...] l'armée régulière garde le contrôle des principales villes où la vie en générale suit son cours (les universités, les écoles, les hôpitaux, les marchés, etc.). C'est dans les villages reculés que les populations font face au diktat des forces armées en présence »¹⁶⁴. Lors d'un entretien téléphonique le 28 mars 2024, la même source a précisé son propos sur le niveau de sécurité dans les villes en expliquant que l'armée a fortement renforcé sa présence dans les villes mais que la présence militaire ne suffit pas à réellement sécuriser les zones urbaines. En effet, la présence des séparatistes est volatile, la violence est imprévisible et sporadique. Malgré la présence militaire, les séparatistes attaquent des checkpoints et des postes militaires. Ils se mélangent aux populations qui sont prises en otage. D'après cette source, les séparatistes sèment la peur pour montrer qu'ils sont encore là et attirer l'attention des médias. Ils parviennent à opérer et à semer la violence (comme lors de la journée de la jeunesse le 11 février 2024) alors que l'armée est pourtant sur place¹⁶⁵.

AI considère dans le rapport du 4 juillet 2023 qu'il n'est pas possible de déterminer une zone sous contrôle de l'armée et une autre sous contrôle des séparatistes. Selon un interlocuteur d'AI, « [l']armée est partout, et les Ambazoniens aussi »¹⁶⁶.

D'après le Robert Lansing Institute, une ONG qui mène des recherches indépendantes, les forces gouvernementales ont infligé des pertes aux séparatistes depuis mi 2018, sans toutefois parvenir à reprendre le contrôle total des zones rurales ni à empêcher les attaques séparatistes répétées dans les villes. Conscientes qu'il ne peut y avoir de victoire militaire, plutôt que de rechercher un contrôle total sur les régions anglophones, les forces camerounaises visent à maintenir le contrôle sur les zones urbaines, les périphéries urbaines et les zones rurales « stratégiques »¹⁶⁷.

¹⁶⁰ MMI, 15/10/2023, [url](#)

¹⁶¹ HIS Cameroon, courrier électronique, 14/03/2024

¹⁶² HIS Cameroon, courrier électronique, 14/03/2024

¹⁶³ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹⁶⁴ NDH Cameroun, courrier électronique, 29/02/2024

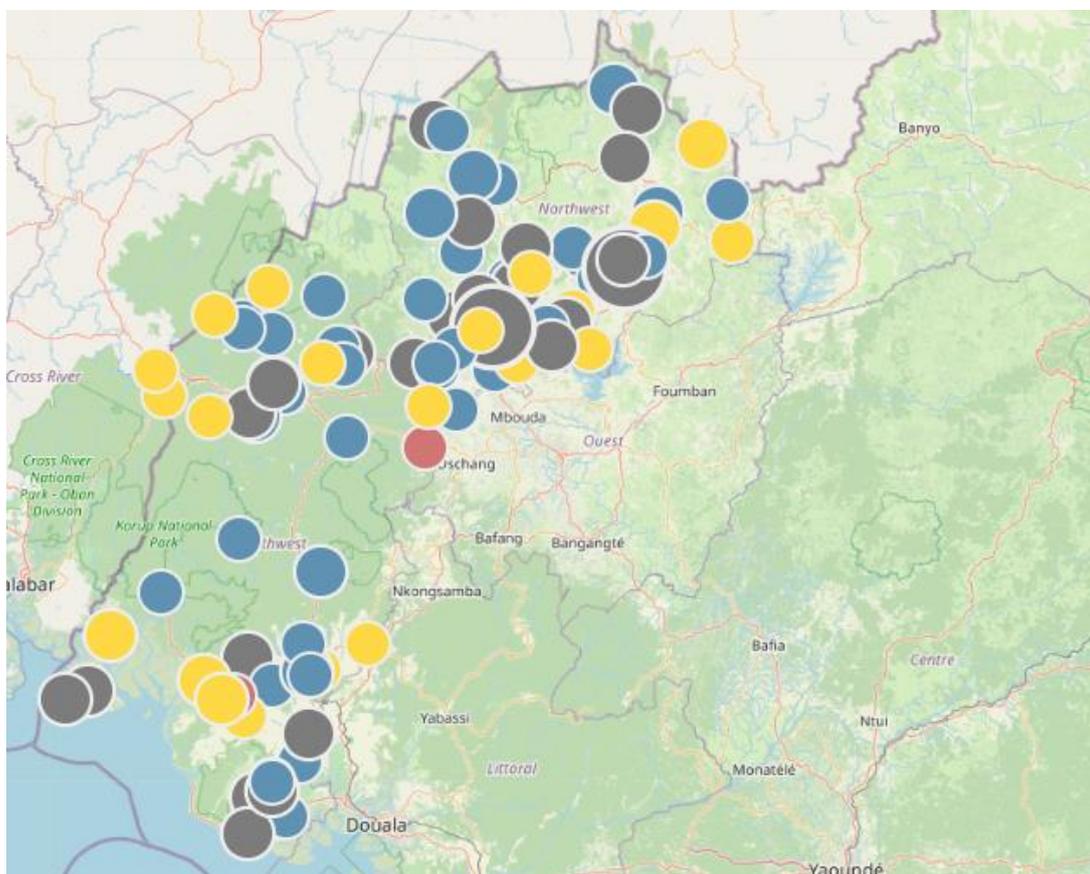
¹⁶⁵ NDH Cameroun, entretien téléphonique, 28/03/2024

¹⁶⁶ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹⁶⁷ RLI, 20/02/2023, [url](#)

Selon le chercheur et expert de l’Afrique de l’Ouest et du Cameroun avec lequel le Cedoca a échangé par téléphone le 18 mars 2024, seuls les deux chefs-lieux du NOSO, Bamenda et Buea sont plus sûrs que les zones rurales, ce qui n’est par contre pas le cas de l’ensemble des villes des deux régions. Il ajoute que les populations sont toutefois sous le joug des séparatistes, y compris à Bamenda et Buea. Même si la pression sur les civils est moins forte dans les zones urbaines que dans les zones rurales, la vie est rythmée par des attaques de représailles, des règlements de compte ou encore des opérations *ghost towns*. Selon le chercheur, vivre dans un espace où on est susceptible d’être incriminé par les séparatistes ou l’armée impose un sentiment d’insécurité persistant¹⁶⁸.

La carte ci-dessous, réalisée par le Cedoca à partir de l’outil d’exportation de l’ACLED, donne la répartition géographique des incidents sécuritaires enregistrés par l’ACLED pour la période allant du 1^{er} janvier 2023 au 15 mars 2024. Les incidents enregistrés comme *battles* sont mentionnés en jaune, la *violence against civilians* sont indiqués en bleu tandis que les incidents catégorisés comme *Explosions/Remote violence* sont en rose. Les points gris indiquent plusieurs occurrences de ces trois types d’incidents différents au même endroit.



Carte 1 : Répartition géographique de la violence dans le NOSO (*battles, explosions/remote violence, violence against civilians*), carte réalisée par le Cedoca sur base des données de l’ACLED pour la période allant du 01/01/2023 au 15/03/2024.

¹⁶⁸ Chercheur et expert de l’Afrique de l’Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

6.2. En dehors des régions anglophones

Si la violence est majoritairement contenue dans les régions anglophones, des incidents violents imputés aux groupes séparatistes armés ont eu lieu au Cameroun dans les régions francophones de l'Ouest et du Littoral, limitrophes du NOSO¹⁶⁹.

Pour la région du Littoral, les données de l'ACLED comptabilisent huit incidents violents impliquant des groupes armés séparatistes ou non identifiés au cours de l'année 2023. Dans la région de l'Ouest, neuf incidents sécuritaires impliquant des groupes armés séparatistes ou non identifiés ont été recensés par l'ACLED pour la même période. Les faits concernent des mauvais traitements, des enlèvements, des assassinats de civils et des attaques et embuscades visant des éléments des forces de défense et de sécurité¹⁷⁰.

Questionné sur l'exportation de la violence vers les zones francophones de l'Ouest et du Littoral, le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun a expliqué qu'initialement, les principaux chefs séparatistes s'étaient accordés sur le fait de ne pas impliquer les régions francophones dans le conflit et de ne pas s'en prendre aux populations francophones, considérées comme non responsables des difficultés des anglophones. Mais le chercheur perçoit une fissure dans l'accord initial depuis 2022, la fragmentation des groupes armés séparatistes et le déploiement du banditisme pur menant à des actions « opportunistes » dans des localités francophones limitrophes. Dans ce contexte, un poste de police situé à quelques kilomètres dans la zone francophone et ne bénéficiant pas d'une bonne protection peut être une cible, de même qu'un riche francophone établi non loin de la frontière avec le NOSO. À côté des attaques dites opportunistes, le chercheur considère que certains incidents sécuritaires en zone francophone relèvent de règlements de compte mais peuvent également constituer des attaques assumées et planifiées¹⁷¹.

Voici à titre illustratif quelques incidents répertoriés :

Le 1^{er} mai 2023, dans le contexte de la fête nationale du Cameroun, des séparatistes armés ont attaqué un poste militaire dans le village de Matouke (Littoral), à moins de 40 km de la capitale économique Douala, tuant cinq soldats et un civil¹⁷². L'ICG a qualifié l'événement de « rare attack in Francophone region »¹⁷³.

Le 2 septembre 2023, deux filles ont été enlevées par des séparatistes présumés à Bamenyam (Ouest). Les victimes ont été libérées le 6 septembre¹⁷⁴.

Le 21 novembre 2023, des présumés séparatistes armés ont attaqué à moto le marché du village de Bamenyam (Ouest), incendiant des boutiques. Au cours de cette attaque, neuf civils ont trouvé la mort, dix personnes ont été kidnappées et deux militaires ont été blessés¹⁷⁵.

¹⁶⁹ AI, 04/07/2023, [url](#)

¹⁷⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 02/02/2024, [url](#)

¹⁷¹ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

¹⁷² AI, 04/07/2023, [url](#) ; VOA, 02/05/2023, [url](#) ; DW, 02/05/2023, [url](#)

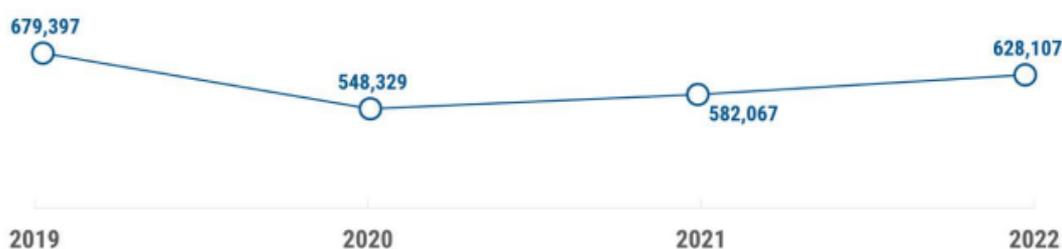
¹⁷³ ICG, s.d., [url](#)

¹⁷⁴ MMI, 07/09/2023, [url](#) ; CamerounWeb, 05/09/2023, [url](#)

¹⁷⁵ RFI, 27/11/2023, [url](#) ; Jeune Afrique, 21/11/2023, [url](#) ; ICG, s.d., [url](#)

7. Déplacements de population

Les mouvements de populations liés à la crise dans le NOSO continuent d'être dynamiques, selon l'OCHA¹⁷⁶. Au 30 septembre 2023, les données font état de 638.420 personnes déplacées internes en provenance des régions anglophones¹⁷⁷ tandis qu'au 29 février 2024, le nombre des déplacés internes issus des deux régions anglophones est estimé à 622.000 personnes¹⁷⁸. Le 30 novembre 2023, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a estimé que parmi eux, quelque 348.500 personnes sont déplacées à l'intérieur des deux régions anglophones, environ 258.000 d'entre elles ont rejoint les régions francophones du Littoral, de l'Ouest et du Centre. En outre, 89.000 personnes ont fui vers le Nigéria voisin¹⁷⁹.



Évolution du nombre de déplacés du NOSO¹⁸⁰

7.1. Déplacés dans les régions anglophones

Selon l'OCHA, la plupart des déplacements sont pendulaires et temporaires, les personnes déplacées retournant chez elles dès que la situation sécuritaire le permet et se déplaçant à nouveau quand la violence les touchent une nouvelle fois¹⁸¹.

Dans le rapport du 11 mai 2023, l'OCHA renseigne que plus de 94 % des déplacements pendulaires et de courtes durées sont liés à la violence et à l'insécurité : par crainte des attaques (38 %), des opérations militaires (29 %) et des affrontements entre groupes armés (18 %). Souvent, les déplacés font des allers-retours entre leur domicile et leur lieu de refuge. Alors que les tendances de déplacement dans le Nord-Ouest restent au même niveau depuis août 2021, une diminution des déplacements pendulaires est observée dans le Sud-Ouest¹⁸².

La même source renseigne que 57 % des personnes déplacées vivent dans des familles d'accueil tandis que 27 % d'entre elles louent des logements. En plus, environ 25.000 personnes se cachent en brousse ou vivent dans des campements informels ou des abris non prévus à des fins de logement (églises, mosquées, écoles, infrastructures agricoles, etc.). La majorité des personnes déplacées dans le NOSO vivent dans des logements inadéquats et sont régulièrement confrontées au risque d'expulsion forcée. Les personnes déplacées ont difficilement accès aux terres, qui sont rares. Lorsqu'elles parviennent à louer des parcelles de terre à des fins agricoles, les personnes déplacées font face à des violations de leurs droits par la population d'accueil empiétant sur les terres louées ou parfois même les leur confisquant¹⁸³.

¹⁷⁶ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹⁷⁷ UN Security Council, 30/11/2023, [url](#)

¹⁷⁸ UNHCR, 31/01/2024, [url](#)

¹⁷⁹ UNHCR, 14/12/2023, [url](#)

¹⁸⁰ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹⁸¹ OCHA, 09/02/2024, [url](#)

¹⁸² OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹⁸³ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

L'OCHA signale ceci dans un rapport du 7 février 2024 :

« Les ménages touchés par les crises sont souvent déplacés pour de longues périodes et les communautés d'accueil sont économiquement et socialement stressées par l'afflux de populations déplacées. Les enfants sont exposés à des mécanismes d'adaptation tels que les mariages précoces, les grossesses non désirées et le travail des enfants »¹⁸⁴.

7.2. Déplacés dans les régions francophones

D'après les données du HCR du 14 décembre 2023, les régions du Littoral, de l'Ouest et du Centre sont les régions qui accueillent au premier plan des populations déplacées issues du NOSO avec respectivement 79.954 personnes réfugiées dans la région du Littoral, 114.111 personnes à l'Ouest et 63.809 dans la région du Centre¹⁸⁵.

D'après l'OCHA, dans les régions du Littoral et de l'Ouest, 57 % des personnes déplacées vivent dans des logements de location tandis que 37 % sont hébergées par des familles d'accueil. L'accès des personnes déplacées aux services de base est rendu difficile par l'insuffisance des ressources financières et par la peur de la stigmatisation. De nombreux déplacés se retrouvent confrontés à l'exploitation et aux abus au sein de la communauté d'accueil, notamment à la violence et à l'exploitation sexuelle, et peuvent être contraints par manque de moyens de subsistance de se livrer à du sexe de survie. Le manque de documents d'identité, la stigmatisation des « *Amba boys* », des « *Amba wives* » ou des « *Bamendas* » et la barrière de la langue compliquent la recherche de travail pour les personnes déplacées, de même que des stéréotypes liés à leurs compétences, leur éthique de travail et leur fiabilité. Les personnes déplacées sont moins bien payées, travaillent plus longtemps et paient des prix plus élevés pour le loyer et les produits sur le marché. Les possibilités de trouver de l'emploi et de compter sur l'hospitalité des communautés d'accueil semblent plus élevées dans les régions rurales de l'Ouest et du Littoral. Néanmoins, les déplacés tendent davantage à s'installer dans les zones urbaines en raison du faible accès aux services dans les zones rurales, en particulier les écoles avec un programme d'études en anglais. Les tensions entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil ont tendance à s'accroître alors que la crise perdure et que les familles d'accueil ont de plus en plus de mal à répondre à leurs propres besoins et à accéder aux services mis encore davantage sous pression par l'arrivée des personnes déplacées¹⁸⁶.

L'OCHA indique encore que 57 % des déplacés au Littoral et à l'Ouest sont des enfants. L'accès à l'école pour les enfants déplacés est un défi majeur. Les déplacés internes exercent une pression énorme sur les écoles primaires et secondaires dans les régions du Littoral, de l'Ouest et dans certaines zones urbaines des régions du Centre et de l'Adamaoua. De nombreux enfants déplacés dans les régions du Littoral et de l'Ouest ne vont pas à l'école, en raison des frais de scolarité et de la surpopulation des écoles offrant un enseignement en anglais. D'une part, les établissements scolaires exigent des personnes déplacées des frais plus élevés; d'autre part, les écoles ont des difficultés à intégrer les personnes déplacées, avec un ratio moyen d'élèves par classe allant jusqu'à 200 enfants. Les filles, y compris les élèves du primaire, recourent au sexe de survie pour payer leur éducation. Les garçons, en particulier les adolescents, sont également affectés par la situation, ce qui entraîne une augmentation du travail des enfants et leur exploitation¹⁸⁷.

Toujours selon les données de l'OCHA, les VBG dans les régions de l'Ouest et du Littoral sont fortement liées aux conditions de logement et aux faibles ressources financières des personnes déplacées. La majorité d'entre elles vivent dans des habitations surpeuplées ou trouvent des solutions d'hébergement qui se transforment en schémas d'exploitation (sexuelle) ou en travail forcé. Le

¹⁸⁴ OCHA, 07/02/2024, [url](#)

¹⁸⁵ UNHCR, 14/12/2023, [url](#)

¹⁸⁶ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹⁸⁷ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

manque d'intimité expose les femmes et les filles à des violences sexuelles (dont des agressions, des viols et des incestes) au sein même des communautés. Les violences sont le plus souvent tues par les victimes craignant d'être stigmatisées ou des répercussions lorsqu'elles sont commises par les communautés d'accueil et pour protéger les auteurs¹⁸⁸. Manquant de moyens de subsistance, certaines femmes et filles se prostituent pour survivre. Il en résulte des taux élevés de grossesses, d'avortements à risque et de maladies sexuellement transmissibles parmi les déplacées. Leur accès aux structures sanitaires est entravé par la barrière linguistique, le manque de moyens, la peur de la stigmatisation ou l'absence de documents d'identité¹⁸⁹.

Le Cedoca s'est adressé par courrier électronique à l'ONG NDH Cameroun dont le siège se trouve à Yaoundé afin de recueillir des informations sur l'attitude des autorités envers les déplacés anglophones dans les régions francophones et l'existence éventuelle de discriminations ou d'intimidations à leur égard en raison de leur provenance du NOSO. Le 29 février 2024, par courrier électronique, NDH Cameroun a communiqué ce qui suit :

« Les autorités camerounaises n'ont pas de programmes spécifiques pour les déplacés internes ou les déplacés anglophones. Ceux-ci se fondent dans la population et se retrouvent partout où ils peuvent se débrouiller pour avoir de quoi vivre. En ce qui concerne les tracasseries administratives, il y a au Cameroun ce qu'on appelle 'le contrôle d'identité'. C'est vraiment déplorable car beaucoup de Camerounais n'ont pas la Carte nationale d'identité et la situation est encore plus grave parmi les déplacés. Et du fait de l'absence d'une carte d'identité nationale, vous pouvez être arrêté et même gardé à vue. C'est aussi l'occasion pour la police d'extorquer les gens pour leur libération. Dans le même ordre idée, il y a aussi une pratique courante des forces de sécurité et défense de boucler ou ratisser des quartiers qui se terminent souvent avec des arrestations massives, des fouilles et encore une fois le contrôle d'identité. De telles opérations ont souvent été menées dans des quartiers à forte concentration des déplacés mais aussi ailleurs [sic] »¹⁹⁰.

Questionnée ensuite sur l'entente entre les communautés d'accueil francophones et les déplacés anglophones, cette source a expliqué :

« je n'ai pas connaissance de tensions entre les populations francophones et anglophones. Les francophones vivent avec les anglophones, nous hébergeons les anglophones dans notre concession familiale à l'Ouest du pays et vous verrez des exemples ainsi partout à travers le pays. Les anglophones sont partout dans les grandes villes comme Yaoundé et Douala »¹⁹¹.

NDH Cameroun a ensuite communiqué des informations sur la situation humanitaire des personnes déplacées en région francophone :

« la situation est déplorable. En ce qui concerne le logement, il faut dire qu'au Cameroun il n'y a pas de logement sociaux. Il n'y a pas une politique d'accès au logement pour les personnes vulnérables ou les démunis. Résultat, le logement décent coûte cher et les gens vivent dans la promiscuité et la précarité extrême, pas seulement les déplacés même les autres. En ce qui concerne les déplacés, la promiscuité est plus forte, vous verrez toute une famille (femme, époux, 3 voir 4 enfant) vivant dans une seule pièce (chambre) avec des toilettes collectives, etc. Pour la subsistance, les déplacés sont dans les petits commerces, la débrouillardise essentiellement dans l'informel pour ceux qui veulent gagner honnêtement leur vie. En ce qui concerne les femmes, elles vivent dans la précarité et doivent souvent se prostituer pour avoir de quoi vivre. Quand je parle des femmes, il s'agit souvent des jeunes filles qui ne peuvent plus aller à l'école qui se retrouve à faire du trottoir. Il y en a aussi qui se retrouvent dans les ménages comme ménagère, garde pour

¹⁸⁸ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹⁸⁹ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹⁹⁰ NDH Cameroun, courrier électronique, 29/02/2024

¹⁹¹ NDH Cameroun, courrier électronique, 29/02/2024

enfants ce genre de petits jobs. Les femmes sont aussi victimes de violences sans accès à la justice et aux mécanismes d'appui. Elles souffrent dans l'anonymat et l'indifférence de la société [sic] »¹⁹².

Sollicité à son tour sur les questions précédentes, le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun a indiqué le 18 mars 2024 qu'il n'existe pas une politique de discrimination voulue par les autorités, mais qu'il est néanmoins possible que des anglophones soient discriminés volontairement ou non. Il précise son propos en indiquant que de nombreux citoyens camerounais, francophones comme anglophones, sont dépourvus de documents d'identité. La police effectue régulièrement des contrôles d'identité et si un anglophone est contrôlé sans être en possession d'une carte d'identité, il peut être arrêté¹⁹³.

Questionné sur l'existence d'éventuelles difficultés d'accès aux services publics des anglophones déplacés en raison de leur statut d'anglophone, la même source explique que les anglophones connaissent les difficultés qu'ils ont toujours rencontrées, même avant le conflit actuel dans le NOSO. Il ajoute que la situation crée des sentiments paradoxaux à leur égard : certains employés administratifs peuvent les traiter d'Ambazoniens parce qu'ils utilisent l'anglais plutôt que le français. *A contrario*, une part du personnel administratif qui aurait pu accueillir avec dédain dix ans plus tôt des personnes ne parlant pas français leur accorde un meilleur traitement les considérant maintenant comme « leurs frères des régions anglophones »¹⁹⁴.

La même source considère que la population francophone réserve dans la majorité des cas un bon accueil aux déplacés anglophones, même si des difficultés de cohabitation peuvent exister. Il ajoute que certains villages peu cosmopolites composés à la base d'un millier de personnes peuvent se sentir submergés par l'arrivée de plusieurs milliers de personnes déplacées anglophones¹⁹⁵.

Le rapport d'Afrique XXI intitulé *À Douala, le combat quotidien des femmes déplacées du NoSo* du 17 juillet 2023 mentionne que des dizaines de milliers de déplacés en provenance du NOSO ont gagné la ville de Douala. À leur arrivée, ils sont hébergés dans des logements surpeuplés chez des membres de la famille ou chez des proches, le temps de trouver une activité leur permettant de louer un logement acceptable. Les loyers demandés aux déplacés sont chers. Aux dépenses de logement s'ajoutent le coût élevé de la vie et les frais de scolarité, qui placent souvent les personnes déplacées dans une situation difficile. Les femmes auprès desquelles Afrique XXI s'est renseigné vivent de petite restauration, de commerce informel ou travaillent comme employées de maison ou de bar, travailleuses du sexe, coiffeuses de rue, etc¹⁹⁶.

Le 6 septembre 2023, un article de HumAngle relate l'expérience de Joseph Mofor, un chef traditionnel de la région du Nord-Ouest, déplacé à Douala, qui héberge plus de 600 personnes déplacées du NOSO (416 adultes et 203 enfants) dans un camp qu'il a créé de sa propre initiative. Les conditions d'accueil y sont décrites insuffisantes, notamment sur le plan sanitaire¹⁹⁷.

7.3. Retour des déplacés

L'OCHA considère que les personnes qui retournent dans leur région d'origine ne le font pas nécessairement parce que la situation sécuritaire s'est améliorée, mais par manque de moyens de subsistance dans la région d'accueil. À leur retour, elles retrouvent leur maison endommagée, accidentellement ou intentionnellement et manquent souvent des moyens financiers pour la réparer. Elles sont alors souvent contraintes d'être accueillies par d'autres familles, dans des conditions de surpeuplement. Les personnes de retour constatent parfois que leurs terres ont été cultivées par

¹⁹² NDH Cameroun, courrier électronique, 29/02/2024

¹⁹³ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

¹⁹⁴ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

¹⁹⁵ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

¹⁹⁶ Afrique XXI (Ntchapda P. A.), 17/07/2023, [url](#)

¹⁹⁷ HumAngle, 06/09/2023, [url](#)

d'autres en leur absence et peinent à les récupérer. Ne disposant pas ou ayant perdu leurs documents d'identité, les déplacés de retour connaissent des difficultés à prouver la possession légale de leurs biens, ce qui entraîne des conflits de propriété¹⁹⁸.

D'après les témoignages recueillis à Douala par Afrique XXI, les déplacés espèrent pouvoir rentrer chez eux mais les conditions de sécurité ne le permettent pas¹⁹⁹.

À la question du retour des déplacés, NDH Cameroun a indiqué le 29 février 2024 par courrier électronique que « [l]a tendance n'est pas forte mais oui certains y retournent. La principale motivation c'est de retrouver un moyen de survie comme leurs terres. On se sent toujours mieux chez soi malgré la peur et la terreur qui y subsistent »²⁰⁰.

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Éducation

La crise dans le NOSO a un impact majeur sur le secteur de l'éducation. Les groupes armés non étatiques ont interdit l'enseignement administré par le gouvernement depuis septembre 2017 et ont attaqué à de nombreuses reprises les infrastructures scolaires.

Bien qu'il y ait eu un certain changement dans le discours des dirigeants de la cause séparatiste dans la diaspora qui montrent davantage d'acceptation quant à l'enseignement public dispensé par le gouvernement central, cela ne s'est pas traduit par un meilleur accès à l'éducation sur le terrain. Les attaques armées contre les enseignants, les élèves et les établissements scolaires se sont poursuivies. Cela a contraint de nombreuses familles à envoyer leurs enfants à l'école dans les régions du Littoral, de l'Ouest et du Centre. La séparation des familles en découle, exposant les enfants isolés à des risques de négligence voire d'être victimes de trafiquants. Malgré le décret du gouvernement visant à fournir un enseignement gratuit aux enfants déplacés, des milliers d'enfants déplacés luttent pour accéder à l'éducation en raison de l'exclusion sociale et des contraintes financières²⁰¹.

Pour la rentrée 2023-2024, la plupart des groupes armés séparatistes ont réitéré la consigne que les écoles publiques doivent rester fermées et qu'elles seraient ciblées en cas de non respect de l'interdiction. Seules les écoles communautaires, privées et missionnaires ont reçu l'autorisation des séparatistes armés d'ouvrir leurs portes. De leur côté, les autorités ont rétorqué que les initiatives d'écoles communautaires étaient illégales et que soutenir ces écoles entraînerait des poursuites. Cette situation prive des centaines de milliers d'enfants de leur droit à l'éducation, d'après l'OCHA²⁰².

Néanmoins, toujours selon cette source, l'accès à l'éducation est un peu meilleur à la rentrée 2023-2024 que l'année précédente. En 2022, 54 % des écoles étaient non opérationnelles contre 41 % en 2023²⁰³. En février 2024, l'OCHA estime que quelque 500.000 enfants sont déscolarisés dans le NOSO²⁰⁴.

Le 27 octobre 2023, l'ONU Info rapporte que 2.245 écoles ne fonctionnent toujours pas à cause des groupes armés non étatiques dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Les groupes armés attaquent et menacent les écoles et le personnel enseignant, ce qui se traduit par des fusillades, des meurtres, des

¹⁹⁸ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

¹⁹⁹ Afrique XXI (Ntchapda P. A.), 17/07/2023, [url](#)

²⁰⁰ NDH Cameroun, courrier électronique, 29/02/2024

²⁰¹ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

²⁰² OCHA, 10/2023, [url](#)

²⁰³ OCHA, 09/02/2024, [url](#)

²⁰⁴ OCHA, 07/02/2024, [url](#)

incendies criminels et des enlèvements (voir [5.2.1.](#)). Dans ce contexte, aller à l'école reste dangereux pour les enfants et les enseignants²⁰⁵.

Pour pallier aux manques en matière d'éducation, des initiatives ont vu le jour dont de l'enseignement à distance dans des espaces de formation informels et des programmes éducatifs via la radio²⁰⁶.

Le rapport 2023 du département d'État américain considère que des milliers d'enfants sont affectés par la crise humanitaire dans les régions anglophones, les rendant vulnérables aux violations de leurs droits par les forces armées et les acteurs armés non étatiques. Ces enfants font face à de nombreuses difficultés, dont un accès limité à l'école, aux soins de santé et à la protection, et au risque de recrutement par des groupes armés. Aucune mesure n'est mise en place par le gouvernement pour protéger ces enfants déplacés contre le recrutement par des groupes armés²⁰⁷.

Déscolarisés et fragilisés par la crise, les enfants se tournent vers le travail comme colporteurs de rue ou ouvriers agricoles, certains sont exploités et contraints d'avoir des relations sexuelles transactionnelles (sexe de survie), de se marier de manière précoce pour que la dot perçue soutienne les parents économiquement. D'autres sont recrutés par les groupes armés ou décident de les rejoindre pour des motifs financiers²⁰⁸.

Parallèlement, les élèves scolarisés sont confrontés à des difficultés pour accéder à une éducation de qualité, parmi lesquelles la surpopulation. Dans une école confessionnelle de Bamenda (Nord-Ouest) qui accueille des enfants déplacés à l'intérieur des régions anglophones, le nombre d'enfants inscrits pour l'année scolaire en cours est de 183, dont 120 sont des enfants déplacés. Selon l'OCHA, les élèves déplacés sont traumatisés par les violences dont ils ont été témoins et nécessitent d'être rassurés par les professeurs, rendant difficile le travail de ces derniers²⁰⁹.

8.2. Santé

L'accès aux services de santé, déjà limité en temps normal, est encore affaibli par l'insécurité. Selon l'OCHA, les services et infrastructures essentiels se sont désormais effondrés dans les localités les plus fortement touchées²¹⁰. Les attaques sur les infrastructures de santé et les dommages causés ont entraîné une fuite du personnel de santé. Par conséquent, la disponibilité des services de santé traitant les blessures de guerre et les traumatismes psychosociaux liés à la violence, dont la violence sexuelle et le viol, est réduite²¹¹.

L'UNICEF fait un constat similaire dans un rapport de février 2024 : des structures de santé sont endommagées ou détruites, des vols de matériel médical sont enregistrés et le personnel soignant est agressé. 18 % des centres de santé ont fermé depuis le début de la crise et de nombreux autres ne sont plus que partiellement opérationnels²¹².

L'impact psychologique de la crise est important. Dans le rapport du 11 mai 2023, l'OCHA explique que de nombreux hommes et adolescents se sentant privés du contrôle de leur vie et de leur futur, dépossédés de leur rôle de protecteur de la famille, souffrent davantage de dépressions. La crise a également contribué à une consommation accrue de drogue et d'alcool chez les jeunes garçons²¹³.

La situation des enfants déplacés par la violence est considérée par l'OCHA comme particulièrement problématique : témoins ou victimes de violences (enlèvements, recrutements, tortures, exploitation,

²⁰⁵ ONU Info, 27/10/2023, [url](#)

²⁰⁶ OCHA, 10/2023, [url](#)

²⁰⁷ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

²⁰⁸ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

²⁰⁹ OCHA, 07/02/2024, [url](#)

²¹⁰ OCHA, 12/07/2023, [url](#)

²¹¹ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

²¹² UNICEF, 20/02/2024, [url](#)

²¹³ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

meurtres, etc.), les enfants sont sujets à des niveaux importants de stress et de traumatisme impactant leur développement cognitif et émotionnel²¹⁴.

8.3. Sécurité alimentaire

La persistance d'un niveau élevé d'insécurité dans les régions du NOSO continue d'avoir un impact sévère sur la sécurité alimentaire : les activités productives sont perturbées, les réserves alimentaires sont détruites ou pillées, le bétail est volé, l'accès aux marchés est réduit et les prix augmentent²¹⁵. En février 2024, l'OCHA considère que plusieurs départements des régions anglophones sont fortement touchés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition, principalement à cause de l'insécurité²¹⁶.

8.4. Situation économique

Les régions du NOSO contribuent significativement à l'économie nationale, notamment par la production et l'exportation de cultures de rente, d'après l'OCHA. Dans les deux régions, l'agriculture est le secteur d'activité principal, employant respectivement 47 % des travailleurs dans le Nord-Ouest et 44 % dans le Sud-Ouest. Les plus grandes plantations de cultures commerciales sont situées dans le Sud-Ouest tandis que dans le Nord-Ouest repose principalement sur une agriculture à petite échelle. La violence, les confinements réguliers et la fermeture des routes mettent les économies locales en crise. La Cameroon Development Corporation (CDC), deuxième employeur du pays, qui employait plus de 15.700 personnes avant la crise, est durement impactée : les agriculteurs ont été contraints d'abandonner les plantations d'huile de palme, d'hévéa et de bananes. Le déclin de cette entreprise agro-industrielle a engendré l'effondrement de tout un écosystème de sous-traitants qui dépendaient de la CDC²¹⁷.

D'après le NRC, la capacité des populations à travailler est restreinte par les incidents violents : les activités de subsistance, de commerce et les marchés sont perturbés dans les zones touchées par l'insécurité. Cela se traduit par des revenus réduits et un accès limité aux denrées, dont les prix sont en hausse²¹⁸.

La violence perturbe largement la situation des femmes. Avec la perte ou la diminution de leurs moyens de subsistance, les femmes sont contraintes de délaisser le secteur agricole informel dans lequel elles sont habituellement fortement impliquées pour s'investir en tant que chefs et pourvoyeuses de la famille. En effet, la crise a créé un déséquilibre démographique, car de nombreux hommes sont morts, vivent cachés ou exilés. En conséquence, les femmes se sont engagées dans des activités économiques et sociales jusque-là réservées aux hommes. Si cela permet aux femmes d'investir des rôles publics plus importants – en se mobilisant pour la paix par exemple – ou d'intervenir davantage dans les décisions communautaires, ces nouveaux rôles économiques et sociaux contraignent les femmes et les filles à davantage de déplacements et les exposent à de l'insécurité²¹⁹.

Les violences en cours ont conduit les populations touchées à adopter des mécanismes d'adaptation négatifs. Il s'agit notamment du sexe de survie et de l'exploitation, des mariages d'enfants et du travail des enfants, qui sont des phénomènes moins ancrés culturellement dans ces régions et qui apparaissent clairement comme une conséquence de la crise²²⁰.

²¹⁴ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

²¹⁵ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

²¹⁶ OCHA, 07/02/2024, [url](#)

²¹⁷ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

²¹⁸ NRC, 18/12/2023, [url](#)

²¹⁹ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

²²⁰ OCHA, 11/05/2023, [url](#) ; OCHA, 07/02/2024, [url](#)

8.5. Liberté de mouvement

8.5.1. Confinements

Les séparatistes ont continué à boucler les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest les lundis (*ghost town*, ville morte) ainsi que pendant d'autres périodes plus prolongées (*lockdowns*). Pendant ces périodes, tous les véhicules sont interdits sur les routes de ces régions. Les séparatistes mettent en garde toute personne contrevenant à cette interdiction qu'elle s'expose à des représailles²²¹. Selon les données de l'OCHA, au cours de l'année 2023, la durée des *lockdowns* variait de deux à quatorze jours, avec un total cumulé d'environ 28 jours²²².

Les lundis *ghost town* hebdomadaires imposés par les groupes armés affectent particulièrement les civils, empêchés dans leurs déplacements et donc dans leurs activités économiques et agricoles²²³.

A cet égard, le département d'État américain rapporte que :

« Armed separatists restricted the movements of persons and goods in the Northwest and Southwest Regions, sometimes in a deliberate attempt to harass and intimidate the local population. Separatists often used weekly lockdowns referred to as 'ghost towns' to enforce restrictions on movement, in which the armed separatists demanded all businesses, schools, and places of worship close, and residents stay home »²²⁴.

Le Cedoca a demandé à l'ONG HIS Cameroon (Buea) si les journées *ghost town* sont respectées dans les villes et dans les zones rurales. Dans un courrier électronique envoyé le 14 mars 2024, HIS Cameroon a fourni les informations suivantes.

« Yes this is highly respected in rural areas most but also in towns. Many people have suffered inhuman and degrading treatment from separatists for not respecting the ghost towns, even through the state has been fighting against the ghost by sealing businesses that don't open on Monday (ghost town day), the fear of being attacked by armed separatists makes it complex for civilians and businesses to respect either side »²²⁵.

Le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun a de même indiqué au Cedoca le 18 mars 2024 que les séparatistes parviennent à imposer leurs consignes de journées *ghost town*, même dans les capitales des deux régions anglophones, Bamenda et Buea²²⁶.

Entre autres, le 29 juillet 2023, une journée ville fantôme a été déclarée dans la ville de Bamenda pour perturber les funérailles du leader de l'opposition Ni John Fru Ndi (SDF) pour sa position en faveur d'un Cameroun uni²²⁷. Entre le 5 et le 16 septembre 2023, les séparatistes armés ont imposé un *lockdown* pour perturber la rentrée scolaire prévue le 5 septembre²²⁸. Un autre *lockdown* ordonné du 26 septembre au 2 octobre 2023 pour célébrer l'indépendance autoproclamée de l'Ambazonie le 1^{er} octobre 2017 n'a pas provoqué d'incident²²⁹.

²²¹ HRW, 27/06/2022, [url](#) ; DW, 30/10/2023, [url](#) ; USDOS, 20/03/2023, [url](#) ; Jeune Afrique (Foute F.), 05/09/2023, [url](#) ; OCHA, 09/02/2024, [url](#)

²²² OCHA, 09/02/2024, [url](#)

²²³ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

²²⁴ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

²²⁵ HIS Cameroon, courrier électronique, 14/03/2024

²²⁶ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

²²⁷ ICG, s.d., [url](#)

²²⁸ GlobalR2P, 29/02/2024, [url](#) ; UN Security Council, 30/11/3023, [url](#) ; OCHA, 10/2023, [url](#)

²²⁹ UN Security Council, 30/11/3023, [url](#)

8.5.2. Circulation interne

Des points de contrôle sont érigés tant par les forces gouvernementales que par les groupes armés. Selon AI, « [u]ne même route peut être à la fois sous la coupe de l'armée à certains postes de contrôle et aux mains des séparatistes à d'autres »²³⁰.

Le département d'État américain rapporte que les autorités restreignent également la circulation des personnes et des biens, notamment des motos, en invoquant des problèmes de sécurité²³¹. Notamment, à partir du 1^{er} décembre 2023, une interdiction de circuler de six heures du soir à six heures du matin a été imposée pour tous les deux-roues à Bamenda. Des raisons de sécurité ont été invoquées par les autorités qui considèrent que trop d'attaques, d'enlèvements ou tentatives d'enlèvements sont commises à moto²³².

L'OCHA observe que les hommes et les garçons limitent leurs déplacements, en particulier après la tombée de la nuit, et les rassemblements pour éviter les violences. En tant que combattants potentiels, les hommes sont perçus comme des menaces par les deux parties. La neutralité étant considérée comme impossible, les hommes et les garçons sont davantage susceptibles d'être arrêtés aux points de contrôle par les forces de l'ordre ou par les groupes armés. Ils sont exposés de façon accrue à la torture ou aux traitements inhumains, au vol, au harcèlement, à l'extorsion et aux arrestations et/ou détentions arbitraires par les deux camps, en particulier lorsqu'ils n'ont pas de papiers d'identité. Certaines familles limitent les déplacements de leurs fils pour éviter qu'ils ne soient recrutés de force ou tués. Les jeunes hommes qui résident encore dans des zones où les raids sont fréquents doivent s'assurer qu'ils ne sont pas vus par les acteurs armés. Ils restent chez eux autant que possible, se cachent en brousse ou se déplacent dans d'autres zones²³³.

Ces restrictions qui s'imposent aux hommes amènent les femmes à davantage de déplacements, pour accéder aux services de base, chercher de l'assistance humanitaire, travailler dans les champs, collecter le bois de chauffage ou encore aller au marché. Cela expose les femmes à des risques accrus de violence, dont des VBG²³⁴.

L'absence de documents civils et légaux, qui constituait déjà un problème avant la crise, dissuade de nombreuses personnes de se déplacer librement, et en particulier de franchir les points de contrôle. L'absence de documents n'affecte pas seulement les habitants des régions du NOSO, mais limite également les déplacements de ceux qui ont fui vers d'autres régions²³⁵.

L'OCHA note encore dans un rapport de situation d'octobre 2023 que les incidents de sécurité et les blocages sur les routes principales dans le Nord-Ouest entraînent des retards et des difficultés dans l'acheminement de l'aide aux populations²³⁶. En outre, le réseau routier dans le Nord-Ouest est fortement dégradé et impraticable, surtout lors de la saison des pluies²³⁷.

Le Cedoca a consulté différentes sources sur la possibilité de se déplacer, par le réseau routier, depuis les régions francophones vers le NOSO et *vice versa*. Les informations recueillies sont reprises ci-après.

Dans un courrier électronique du 29 février 2024, l'ONG NDH Cameroun a expliqué que :

« [I]e réseau routier entre le NOSO et les régions francophones n'a jamais été coupé. Le réseau routier vers le Sud-Ouest est acceptable en termes de qualité. C'est le réseau vers le Nord-Ouest qui est en chantier depuis le début de la crise et qui ne finit pas. Il faut donc parcourir un bon

²³⁰ AI, 04/07/2023, [url](#)

²³¹ USDOS, 20/03/2023, [url](#)

²³² RFI, 13/12/2023, [url](#)

²³³ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

²³⁴ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

²³⁵ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

²³⁶ OCHA, 10/2023, [url](#)

²³⁷ OCHA, 11/05/2023, [url](#)

tronçon sur une route qui n'est pas bitumée et qui est très mauvaise. Maintenant dans le Nord-Ouest, il y a des villages ou des tronçons routiers dont les Groupes armés ont le contrôle et imposent des formes de taxes sur les populations ou parfois les bloquent pour imposer des contraintes aux populations ou quand les militaires aussi dans leurs opérations les bloquent. C'est la même chose dans le SO [Sud-Ouest] profond [...] [sic] »²³⁸.

A la même question, HIS Cameroon s'est exprimé comme suit :

« Yes it is possible, but it depends on the periods too sometimes. If there is no declaration of ghost town or lockdown, the people can move freely, but they are most of the time confronted to some separatists fighters who block the road and ask for money. Elements of state defence and security forces also does same at military check points »²³⁹.

Le chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun consulté le 18 mars 2024 a également communiqué que la circulation des personnes est possible, en précisant que les voyageurs doivent payer des pots-de-vin aux rebelles. La somme demandée varie selon qu'on soit un anglophone de naissance ou non. Si le patronyme ou l'accent d'une personne trahit qu'elle n'est pas native du NOSO, la somme exigée sera plus élevée²⁴⁰.

8.6. Services publics

Dans de nombreuses zones et en particulier dans les zones rurales, les administrations locales ont dû fermer en raison de la violence. L'interruption dans la prestation des services publics rend l'accès aux documents civils et juridiques compliqué. De plus, l'obtention de documents d'état civil (dont les cartes d'identité et les actes de naissance) n'est pas perçue comme un besoin prioritaire en temps de crise, ce qui a pour conséquence que de nombreuses personnes ne possèdent pas de documents d'identité. Certains documents ont également été égarés ou détruits lors de violences ou de déplacements. En outre, la méfiance à l'égard des autorités et la crainte que les groupes armés ne s'en prennent aux personnes possédant une carte d'identité camerounaise contribuent à l'absence de documents civils et juridiques. Or, en l'absence de documents, l'accès aux services de base, tels que la santé et l'éducation, est rendu difficile²⁴¹.

²³⁸ NDH Cameroun, courrier électronique, 29/02/2024

²³⁹ HIS Cameroon, courrier électronique, 14/03/2024

²⁴⁰ Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024

²⁴¹ OCHA, 10/2023, [url](#) ; OCHA, 11/05/2023, [url](#)

Résumé

La crise sociopolitique qui a débuté en octobre 2016 dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO) s'est muée fin 2017 en situation de violences armées. Durant la période étudiée dans ce rapport (janvier 2023 - mars 2024), le conflit dans le NOSO a perduré à une plus faible intensité, avec des pics de violence à des dates ou à des événements ayant une signification politique spécifique.

Les groupes séparatistes armés sont de plus en plus désorganisés et concurrents. La plupart ont délaissé leurs revendications idéologiques et ont adopté, au sein d'une multitude de groupes armés, des pratiques relevant de la criminalité. La dynamique du conflit dans les régions anglophones a changé à mesure que la crise est devenue de plus en plus lucrative, les groupes séparatistes ayant élargi leurs sources de revenus en recourant aux enlèvements et à l'extorsion des populations.

Les affrontements entre les groupes armés séparatistes et les forces armées camerounaises ont baissé en intensité. Le conflit en zone anglophone est sous-documenté et il est probable que les incidents violents soient plus nombreux que les cas répertoriés, en particulier dans les zones reculées.

La frontière entre les actes de violence ciblés et politiquement motivés et les activités criminelles est de plus en plus floue. Des violations des droits humains sont commises tant par les groupes armés que par les forces gouvernementales. Les groupes armés se sont rendus responsables d'homicides, d'enlèvements, de rackets et d'intimidations. Les forces camerounaises sont accusées de mener des opérations punitives sous forme de raids sur des villages, de procéder à des tortures, des pillages, des exécutions extrajudiciaires ainsi qu'à des arrestations et détentions arbitraires. Des violences basées sur le genre sont perpétrées par les deux camps. Les auteurs d'exactions restent largement impunis.

Les violences impactent de manière disproportionnée la population civile, directement visée ou prise dans les feux croisés des forces gouvernementales et des groupes armés. Les civils sont constamment exposés aux risques résultant des affrontements réguliers entre les forces gouvernementales et les groupes armés ainsi que de la violence armée entre groupes non étatiques rivaux. Les séparatistes visent en particulier les civils qu'ils soupçonnent de collaborer avec les forces gouvernementales et ceux qui refusent de se soumettre aux consignes imposées. Les forces de défense et de sécurité mènent une campagne de représailles à l'égard de ceux qui, d'après elles, soutiennent les combattants armés. Comme l'année précédente, des actes de violence ont été dirigés contre des élèves et le personnel éducatif, des travailleurs humanitaires, le personnel de santé, des représentants de l'État, des journalistes ainsi que des zones résidentielles civiles.

Dans leur vie quotidienne, les civils continuent de subir les effets dévastateurs du conflit, y compris les déplacements forcés, les pertes de moyens de subsistance et les difficultés d'accès aux services de base tels que la santé et l'éducation. Aller à l'école reste dangereux pour les enfants et les enseignants. Pour la rentrée scolaire 2023-2024, la plupart des groupes armés séparatistes ont réitéré la consigne que les écoles publiques doivent rester fermées et qu'elles seraient ciblées en cas de non respect de l'interdiction. En 2023, 41 % des établissements scolaires sont restés non fonctionnels, contre 54 % en 2022. Des milliers d'enfants sont déscolarisés, les rendant vulnérables aux violations de leurs droits par les forces armées et les acteurs armés non étatiques ainsi qu'au risque de recrutement par des groupes armés. Les enfants sont exposés à des mécanismes d'adaptation tels que les mariages précoces et le travail des enfants. L'accès aux services de santé, déjà limité en temps normal, est encore affaibli par l'insécurité : les attaques sur les infrastructures de santé ont entraîné une fuite du personnel de santé ; des centres de santé ont fermé et d'autres ne sont plus que partiellement opérationnels. L'impact du conflit sur la santé mentale est également important. L'insécurité met l'économie des régions anglophones en crise et perturbe directement les activités agricoles, affectant l'approvisionnement alimentaire. Les *lockdowns* et les journées *ghost town* continuent à être imposés par les séparatistes et perturbent la circulation interne et les activités

économiques. Les déplacements entre les différentes régions du pays sont possibles, dans des conditions de sécurité imprévisibles en raison du risque d'attaques et de la présence de postes de contrôle sur les routes, tenus à la fois par les groupes armés et par les forces de sécurité. En outre, l'accès aux services publics de base est sensiblement entravé par l'insécurité persistante.

Les violences sont largement contenues au sein des régions anglophones et y sont plus prononcées au Nord-Ouest qu'au Sud-Ouest. Les séparatistes se montrent plus actifs dans les zones rurales, reculées et peu développées. La présence militaire renforcée dans les villes offre un meilleur niveau de sécurité, même si elle ne suffit pas à empêcher les incidents sécuritaires. Dans les villes, les séparatistes parviennent à maintenir leur emprise sur les civils, en se mêlant à eux, en imposant des restrictions et en semant la violence de façon imprévisible. La fragmentation des groupes armés séparatistes et le déploiement du banditisme ont mené à quelques actions limitées dans des localités francophones limitrophes des régions anglophones, situées au Littoral et à l'Ouest.

L'insécurité a contraint plus de 600.000 personnes à se déplacer à l'intérieur des deux régions anglophones ainsi que dans les régions francophones voisines de l'Ouest, du Littoral et du Centre. Au sein des régions anglophones, les déplacements sont majoritairement pendulaires et temporaires par crainte d'attaques, de violences et d'affrontements entre les parties. Les anglophones se réfugient également en nombre dans la zone francophone. De manière générale, la situation humanitaire des déplacés est précaire. Il n'existe pas une politique de discrimination voulue par les autorités à l'égard des déplacés en régions francophones. Il est néanmoins possible que des anglophones soient discriminés volontairement ou non, notamment sur la base linguistique. Spécifiquement, les personnes dépourvues de documents d'identité risquent d'être arrêtées ou rackettées à l'occasion de contrôles de police.

Bibliographie

Contacts directs

Chercheur et expert de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, entretien téléphonique, 18/03/2024, identité et coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de cette source

Human Is Right (HIS) Cameroon, organisation non gouvernementale de défense des droits humains, Buea, courrier électronique, 14/03/2024, info@hisrcameroon.org

Nouveaux droits de l'homme (NDH) Cameroun, organisation non gouvernementale de défense des droits humains, Yaoundé, courrier électronique, 29/02/2024, ndhcam@yahoo.fr

Nouveaux droits de l'homme (NDH) Cameroun, organisation non gouvernementale de défense des droits humains, Yaoundé, entretien téléphonique, 28/03/2024, coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de cette source

Sources écrites et audiovisuelles

African Arguments, *Death by a thousand cuts: Cameroon struggles in fight against separatists*, 24/08/2021, <https://africanarguments.org/2021/08/death-by-a-thousand-cuts-cameroon-struggles-in-fight-against-separatists/> [consulté le 04/04/2024]

African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCOR), *The Anglophone Dilemma in Cameroon*, 21/07/2017, <https://reliefweb.int/report/cameroon/anglophone-dilemma-cameroon> [consulté le 27/10/2021]

Afrique XXI (Boursin C.), *Cameroun anglophone. Une guerre passée sous silence*, 19/07/2022, <https://afriquexxi.info/Cameroun-anglophone-Une-guerre-passee-sous-silence> [consulté le 04/04/2024]

Afrique XXI (Ntchapda P. A.), *À Douala, le combat quotidien des femmes déplacées du NoSo*, 17/07/2023, <https://afriquexxi.info/A-Douala-le-combat-quotidien-des-femmes-deplacees-du-NoSo> [consulté le 04/04/2024]

Amnesty International (AI), *Cameroun. Avec ou contre nous. La population prise en étau entre l'armée, les séparatistes armés et les milices dans la région du Nord-Ouest*, 04/07/2023, <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2023/07/AFR1768382023FRENCH-1.pdf> [consulté le 04/04/2024]

Amnesty International (AI), *Cameroun. L'homicide illégal de deux personnes par des séparatistes ne doit pas rester impuni*, 09/10/2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/10/cameroon-the-unlawful-killings-of-two-people-by-separatists-must-not-go-unpunished/> [consulté le 04/04/2024]

Amnesty International (AI), *Cameroun. Les atrocités récurrentes commises dans les régions anglophones doivent être stoppées et faire l'objet d'enquêtes*, 04/07/2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/07/cameroon-rampant-atrocities-amid-anglophone-regions-must-be-stopped/> [consulté le 04/04/2024]

Anadolu Agency (AA), *Cameroun / Crise anglophone : Une députée enlevée dans le nord-ouest*, 08/02/2023, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-une-d%C3%A9put%C3%A9e-enlev%C3%A9e-dans-le-nord-ouest/2812043> [consulté le 04/04/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *About ACLED*, s.d., <https://acleddata.com/about-acleddata/> [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 06/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/06/ACLED_Codebook_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 02/02/2024, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 02/02/2024]

- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Fatality Methodology*, 01/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Resource Library*, s.d., <https://acleddata.com/resources/#1644417247131-efe69df0-2548> [consulté le 26/01/2024]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Cameroun : Rapport de situation*, 07 février 2024, 07/02/2024, <https://reliefweb.int/attachments/13b1abc3-ccc2-4082-888f-bdc63871aaf1/Cameroun%20-%20Rapport%20de%20situation%2C%2007%20f%C3%A9vrier%202024.pdf> [consulté le 04/04/2024]
- CamerounWeb, *Situation tendue : routes bloquées à Bamboutos*, 05/09/2023, <https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Situation-tendue-routes-bloque-eacute-es-agrave-Bamboutos-740801> [consulté le 04/04/2024]
- Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), *The kidnapping and torture of women in Big Babanki of the North West Region by 'Ambazonia' fighters is barbaric and unacceptable*, 23/05/2023, <https://www.chrda.org/the-kidnapping-and-torture-of-women-in-big-babanki-of-the-north-west-region-by-ambazonia-fighters-is-barbaric-and-unacceptable/> [consulté le 04/04/2024]
- Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), *COI Focus. Cameroun. Régions anglophones : situation sécuritaire*, 20/02/2023, https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_cameroun_regions_anglophones_situation_securitaire_20230220.pdf [consulté le 04/04/2024]
- Deutsche Welle (DW), *Cameroon's 'ghost town' days: How residents cope in lockdown*, 23/10/2023, <https://www.dw.com/en/camerouns-ghost-town-days-how-residents-cope-in-lockdown/a-67110298> [consulté le 04/04/2024]
- Deutsche Welle (DW), *Cameroun - Crise anglophone: Des séparatistes présumés tuent quatre personnes dont un militaire, un policier et un gendarme*, 02/05/2023, <https://www.cameroun-info.net/article/cameroun-crise-anglophone-des-separatistes-presumes-tuent-quatre-personnes-dont-un-militaire-un-policier-417270.html> [consulté le 04/04/2024]
- Deutsche Welle (DW), *Les villes fantômes du Cameroun*, 30/10/2023, <https://www.dw.com/fr/cameroun-bamenda-anglophones-villes-fantomes-villes-mortes-s%C3%A9paratistes/a-67256806> [consulté le 04/04/2024]
- Foreign Policy, *Cameroon's Separatist Movement Is Going International*, 13/05/2019, <https://foreignpolicy.com/2019/05/13/camerouns-separatist-movement-is-going-international-ambazonia-military-forces-amf-anglophone-crisis/> [consulté le 27/10/2021]
- France 24, *Cameroun anglophone : aux origines de la crise*, 04/10/2017, <https://www.france24.com/fr/20170518-cameroun-region-anglophone-paul-biya-manifestations-origine-crise> [consulté le 27/10/2021]
- France 24, *Thirty women abducted by Cameroon's English-speaking separatists freed*, 27/05/2023, <https://www.france24.com/en/africa/20230527-thirty-women-abducted-by-cameroon-s-english-speaking-separatists-freed> [consulté le 04/04/2024]
- Global Center for the Responsibility to Protect (GlobalR2P), *Cameroon*, 31/05/2021, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/> [consulté le 27/10/2021]
- Global Centre for the Responsibility to Protect (GlobalR2P), *Atrocity Alert No. 349: Ukraine, Cameroon and Afghanistan*, 31/05/2023, <https://www.globalr2p.org/publications/atrocity-alert-no-349/> [consulté le 04/04/2024]
- Global Centre for the Responsibility to Protect (GlobalR2P), *Cameroon. Populations at risk*, 15/07/2020, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/> [consulté le 27/10/2021]
- Global Centre for the Responsibility to Protect (GlobalR2P), *Cameroon. Population at risk*, 29/02/2024, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/> [consulté le 04/04/2024]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Berghezan G.), *Armes artisanales au Cameroun : urgence d'une législation cohérente pour encadrer des pratiques traditionnelles*, 04/04/2016,

<https://grip.org/armes-artisanales-au-cameroun-urgence-dune-legislation-coherente-pour-encadrer-des-pratiques-traditionnelles/> [consulté le 27/10/2021]

Health Cluster, World Health Organization (WHO), *Cameroon: IED Explosion in Nkambe during the Youth Day Celebrations - Update No.1, 12 February 2024*, 14/02/2024, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-ied-explosion-nkambe-during-youth-day-celebrations-update-no1-12-february-2024> [consulté le 04/04/2024]

Human Rights Watch (HRW), « *Ils détruisent notre avenir* ». *Attaques des séparatistes armés contre des élèves, des enseignants et des écoles dans les régions anglophones du Cameroun*, 16/12/2021, <https://www.hrw.org/fr/report/2021/12/16/ils-detruisent-notre-avenir/attaques-des-separatistes-armes-contre-des-eleves-des> [consulté le 23/01/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroon: Survivors of Military Assault Await Justice*, 26/02/2021, <https://www.hrw.org/news/2021/02/26/cameroon-survivors-military-assault-await-justice> [consulté le 04/04/2024]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Exactions des séparatistes dans les régions anglophones*, 27/06/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/06/27/cameroun-exactions-des-separatistes-dans-les-regions-anglophones> [consulté le 23/01/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Meurtres et disparitions imputables à l'armée dans la région du Nord-Ouest*, 11/08/2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/08/11/cameroun-meurtres-et-disparitions-imputables-larmee-dans-la-region-du-nord-ouest> [consulté le 04/04/2024]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Nouveaux abus par des membres des deux camps*, 02/08/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/08/02/cameroun-nouveaux-abus-par-des-membres-des-deux-camps> [consulté le 23/01/2023]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Une vidéo montre des meurtres commis par des séparatistes armés*, 13/10/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/10/13/cameroun-une-video-montre-des-meurtres-commis-par-des-separatistes-armes> [consulté le 04/04/2024]

Human Rights Watch (HRW), *Rapport mondial 2024 : Cameroun. Événements de 2023*, 11/01/2024, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2024/country-chapters/cameroon> [consulté le 04/04/2024]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Massacre d'écoliers par des hommes armés*, 02/11/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/11/02/cameroun-massacre-decoliers-par-des-hommes-armes-0> [consulté le 27/10/2021]

HumAngle, *Cameroon IDP Host Cries For More Govt Support*, 06/09/2023, <https://humanglemedia.com/cameroon-idp-host-cries-for-more-govt-support/> [consulté le 04/04/2024]

HumAngle, *Cameroon: Teenage Mother Beheaded, Others Feared Killed In Bloody 48 hours*, 22/02/2023, <https://humanglemedia.com/cameroon-teenage-mother-beheaded-others-feared-killed-in-bloody-48-hours/> [consulté le 04/04/2024]

Institut français des relations internationales (IFRI) (Dada Petel F., Vircoulon T.), *Les Peuls Mbororo dans le conflit anglophone : des luttes foncières locales au conflit régional*, 06/2022, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/dada_petel_vircoulon_peuls_2022.pdf [consulté le 23/01/2023]

Institut français des relations internationales (IFRI) (Petrigh C.), *Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires*, 10/2019, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/petrigh_conflit_anglophone_cameroun_2019.pdf [consulté le 27/10/2021]

International Crisis Group (ICG), *Cameroon's Anglophone Crisis : How to Get to Talks?*, 02/05/2019, https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/272-cameroon-anglophone-crisis_0.pdf [consulté le 27/10/2021]

International Crisis Group (ICG), *Cameroun : Etat fragile ?*, 25/05/2010, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-fragile-state> [consulté le 27/10/2021]

International Crisis Group (ICG), *Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes*, 19/10/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/130-cameroon-worsening-anglophone-crisis-calls-strong-measures> [consulté le 27/10/2021]

- International Crisis Group (ICG), *Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins*, 02/08/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *CrisisWatch Database. Cameroon : January 2023 - March 2024*, s.d., https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location_region%5B0%5D=1&location%5B0%5D=4&crisis_state=&created=custom&from_month=1&from_year=2023&to_month=3&to_year=2024&page=1 [consulté le 04/04/2024]
- Jeune Afrique (Dougueli G.), *Cameroun : les Ambazoniens et le business du kidnapping*, 09/05/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1344633/politique/cameroun-les-ambazoniens-et-le-business-du-kidnapping/> [consulté le 04/04/2024]
- Jeune Afrique (Foute F.), *Au Cameroun anglophone, une rentrée scolaire à nouveau endeuillée*, 05/09/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1479576/politique/au-cameroun-anglophone-une-rentree-scolaire-a-nouveau-endeuillee/> [consulté le 04/04/2024]
- Jeune Afrique, *Au Cameroun, nouvelle tuerie attribuée aux séparatistes anglophones dans l'Ouest*, 21/11/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1506572/politique/au-cameroun-nouvelle-tuerie-attribuee-aux-separatistes-anglophones-dans-louest/> [consulté le 04/04/2024]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, dans les régions anglophones, la crise se durcit*, 18/01/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/18/au-cameroun-dans-les-regions-anglophones-la-crise-se-durcit_5064740_3212.html [consulté le 27/10/2021]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, les négociations avec la partie anglophone dans l'impasse*, 03/01/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/03/au-cameroun-les-negociations-avec-la-partie-anglophone-dans-l-impasse_5057153_3212.html#7PcleHSQsJvbbzjB.99 [consulté le 27/10/2021]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Cameroun : dans les régions anglophones, le viol comme arme de guerre*, 24/09/2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/09/24/cameroun-dans-les-regions-anglophones-le-viol-comme-arme-de-guerre_6190803_3212.html?random=905012312 [consulté le 04/04/2024]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Cameroun : en zone anglophone, une nouvelle rentrée scolaire dans la peur*, 05/09/2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/09/05/cameroun-en-zone-anglophone-une-nouvelle-rentree-scolaire-dans-la-peur_6187935_3212.html [consulté le 04/04/2024]
- Le Monde, *Au Cameroun, une trentaine de femmes enlevées par des séparatistes anglophones*, 24/05/2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/05/24/au-cameroun-une-trentaine-de-femmes-enlevees-par-des-separatistes-anglophones_6174593_3212.html [consulté le 04/04/2024]
- Le Vif, *Cinq choses à savoir sur la crise anglophone au Cameroun*, 19/02/2018, <https://www.levif.be/actualite/international/cinq-choses-a-savoir-sur-la-crise-anglophone-au-cameroun/article-normal-801973.html> [consulté le 27/10/2021]
- Mimi Mefo Info (MMI), *Anglophone Crisis: Separatist fighters allegedly behead 18-year-old in Bali for "betrayal"*, 21/02/2023, <https://mimimefoinfos.com/anglophone-crisis-separatist-fighters-allegedly-behead-18-year-old-in-bali-for-betrayal/> [consulté le 04/04/2024]
- Mimi Mefo Info (MMI), *Cameroonian soldiers reportedly kill four civilians in Kumbo*, 09/02/2024, <https://mimimefoinfos.com/cameroonian-soldiers-reportedly-kill-four-civilians-in-kumbo/> [consulté le 04/04/2024]
- Mimi Mefo Info (MMI), *Deadly Attack on Civilians in Kekukesim, Akwaya by Separatists*, 16/08/2023, <https://mimimefoinfos.com/deadly-attack-on-civilians-in-kekukesim-akwaya-by-separatists/> [consulté le 04/04/2024]
- Mimi Mefo Info (MMI), *Military raids Akwaya kills six suspected separatists*, 15/10/2023, <https://mimimefoinfos.com/military-raid-akwaya-kill-six-suspected-separatists/> [consulté le 04/04/2024]
- Mimi Mefo Info (MMI), *Military raze shops in Kumbo after deadly Separatist attack*, 29/03/2023, <https://mimimefoinfos.com/military-raze-shops-in-kumbo-after-deadly-separatist-attack/> [consulté le 04/04/2024]

- Mimi Mefo Info (MMI), *Roadblocks lifted in Bamenyam after abducted villagers released*, 07/09/2023, <https://mimimefoinfos.com/roadblocks-lifted-in-bamenyam-after-abducted-villagers-released/> [consulté le 04/04/2024]
- Norwegian Refugee Council (NRC), *Cash assistance offers a lifeline in Cameroon*, 18/12/2023, <https://www.nrc.no/perspectives/2023/cash-assistance-offers-a-lifeline-in-cameroon/> [consulté le 04/04/2024]
- Norwegian Refugee Council (NRC), *The world's most neglected displacement crises 2022*, 01/06/2023, <https://www.nrc.no/feature/2023/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-in-2022/#group-section-8-Cameroon-bFGOHbtdz4> [consulté le 04/04/2024]
- Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *UN Human Rights Chief deeply alarmed by reports of serious rights breaches in Cameroon*, 25/07/2018, <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23404&LangID=E> [consulté le 27/10/2021]
- Organisation des Nations unies (ONU) Info, *Cameroon : des millions d'enfants privés d'une éducation sûre et de qualité*, 27/10/2023, <https://news.un.org/fr/story/2023/10/1140102> [consulté le 04/04/2024]
- Organisation des Nations unies (ONU) Info, *Cameroon : l'ONU condamne les attaques contre des écoles en zone anglophone*, 05/11/2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/11/1081522> [consulté le 23/01/2023]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroon: après une nouvelle attaque à Bamenda, le préfet local dénonce les violences répétées contre les civils*, 27/11/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231127-cameroon-apr%C3%A8s-une-nouvelle-attaque-%C3%A0-bamenda-le-pr%C3%A9fet-local-d%C3%A9nonce-les-violences-%C3%A9p%C3%A9t%C3%A9es-contre-les-civils> [consulté le 04/04/2024]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroon: la nouvelle stratégie des séparatistes*, 23/09/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210923-cameroon-la-nouvelle-strat%C3%A9gie-des-s%C3%A9paratistes> [consulté le 07/02/2024]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroon: les mototaxis de Bamenda interdits de circuler dès 18h pour raisons de sécurité*, 13/12/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231213-cameroon-les-mototaxis-de-bamenda-interdits-de-circuler-d%C3%A8s-18h-pour-raisons-de-s%C3%A9curit%C3%A9> [consulté le 04/04/2024]
- Radio France internationale (RFI), *Crise anglophone au Cameroon: le «statut spécial», une mutation institutionnelle controversée*, 15/10/2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221015-crise-anglophone-au-cameroon-le-statut-sp%C3%A9cial-une-mutation-institutionnelle-controvers%C3%A9e> [consulté le 04/04/2024]
- Radio France internationale (RFI), *Meurtre d'un journaliste à Bamenda: un mouvement séparatiste reconnaît une « erreur »*, 09/05/2023, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230509-meurtre-d-un-journaliste-%C3%A0-bamenda-un-mouvement-s%C3%A9paratiste-reconna%C3%AEt-une-erreur> [consulté le 04/04/2024]
- Radio France internationale (RFI), *Women kidnapped by separatists in anglophone Cameroon released*, 25/05/2023, <https://www.rfi.fr/en/africa/20230525-women-kidnapped-by-separatists-in-anglophone-cameroon-released-kedjom-keku> [consulté le 04/04/2024]
- Reporters sans frontières (RSF), *Cameroon : les reporters des zones anglophones face aux dangers de l'insécurité*, 07/09/2023, <https://rsf.org/fr/cameroon-les-reporters-des-zones-anglophones-face-aux-dangers-de-l-ins%C3%A9curit%C3%A9> [consulté le 04/04/2024]
- Reporters sans frontières (RSF), *Cameroon, s.d.*, <https://rsf.org/fr/pays-cameroon> [consulté le 04/04/2024]
- Robert Lansing Institute (RLI), *Cameroon could face new atrocity crimes after deploying government forces to counter armed separatists*, 20/02/2023, <https://lansinginstitute.org/2023/01/20/cameroon-could-face-new-atrocity-crimes-after-deploying-government-forces-to-counter-armed-separatists/> [consulté le 04/04/2024]
- The New Humanitarian (TNH), *Ahead of peace talks, a who's who of Cameroon's separatist movements*, 08/07/2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/07/08/Cameroon-Ambazonia-conflict-peace-whos-who> [consulté le 27/10/2021]
- The New Humanitarian (TNH), *Why the spoils of war may outweigh incentives for peace in Cameroon*, 19/07/2022, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2022/07/19/Cameroon-anglophone-crisis-separatism-secession-elusive-peace> [consulté le 23/01/2023]

- United Nations (UN) Security Council, *The situation in Central Africa and the activities of the United Nations Regional Office for Central Africa. Report of the Secretary-General*, 30/11/2023, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2102170/N2336753.pdf> [consulté le 04/04/2024]
- United Nations Children's Fund (UNICEF), *Cameroon Humanitarian Situation Report, Mid-Year 2023*, 22/08/2023, <https://www.unicef.org/media/144176/file/Cameroon-Humanitarian-SitRep-Mid-Year-2023.pdf> [consulté le 04/04/2024]
- United Nations Children's Fund (UNICEF), *Cameroon. Humanitarian Situation Report No. 4*, 20/02/2024, [https://www.unicef.org/media/152911/file/Cameroon-Humanitarian-SitRep-No.4-\(End-of-Year\)-January-to-December-2023.pdf](https://www.unicef.org/media/152911/file/Cameroon-Humanitarian-SitRep-No.4-(End-of-Year)-January-to-December-2023.pdf) [consulté le 04/04/2024]
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Cameroon : Locations of forcibly displaced persons*, 08/2023, <https://reporting.unhcr.org/cameroon-locations-people-concern-5580> [consulté le 04/04/2024]
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Cameroon : Movement of people of concern*, 08/2023, <https://reporting.unhcr.org/cameroon-movement-people-concern-5581> [consulté le 04/04/2024]
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Operational Data Portal. Cameroon*, 31/01/2024, <https://data.unhcr.org/fr/country/cmr> [consulté le 04/04/2024]
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Regional Bureau for West and Central Africa: Cameroon - Education Dashboard: 2022-2023 School Year, September 2023*, 30/08/2023, <https://reliefweb.int/report/cameroon/regional-bureau-west-and-central-africa-cameroon-education-dashboard-2022-2023-school-year-september-2023> [consulté le 04/04/2024]
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR Cameroon MCO : refugees and internally displaced persons (November 2023)*, 14/12/2023, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/105421> [consulté le 04/04/2024]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Humanitarian Needs Overview Cameroon*, 11/05/2023, https://www.unocha.org/attachments/fb6e7f31-3931-463a-b9d6-5d243e9f3071/CMR_HNO_2023_v7_20230405.pdf [consulté le 04/04/2024]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: North-West and South-West - Situation Report No. 57 (August 2023)*, 10/2023, <https://www.unocha.org/publications/report/cameroon/cameroon-north-west-and-south-west-situation-report-no-57-august-2023> [consulté le 04/04/2024]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon : North-West and South-West - Situation Report No. 60 (December 2023)*, 09/02/2024, https://reliefweb.int/attachments/a6f7eabd-5258-4fa4-a36b-1ad0a63ee8b4/SITREP_NWSW_December%202023_final%20kp.pdf [consulté le 04/04/2024]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: Crisis causes health-care challenges*, 12/07/2023, <https://unocha.exposure.co/cameroon-crisis-causes-healthcare-challenges> [consulté le 04/04/2024]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: South-West region - Note n°2 on Egbekaw: Needs and response update, 15 November 2023*, 15/11/2023, <https://www.unocha.org/publications/report/cameroon/cameroon-south-west-region-note-ndeq2-egbekaw-needs-and-response-update-15-november-2023> [consulté le 04/04/2024]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon Situation Report : 21 Mar 2024*, 21/03/2024, <https://reports.unocha.org/en/country/cameroon/> [consulté le 04/04/2024]
- United States (US) Citizenship and Immigration Services, *Temporary Protected Status Designated Country : Cameroon*, 04/01/2024, <https://www.uscis.gov/humanitarian/temporary-protected-status/temporary-protected-status-designated-country-cameroon> [consulté le 04/04/2024]
- United States Department of State (USDOS), *2022 Country Report on Human Rights Practices: Cameroon*, 20/03/2023, <https://www.ecoi.net/en/document/2089132.html> [consulté le 04/04/2024]
- Voice of America (VOA), *Cameroon Separatists Stage Attack Near French-Speaking City of Douala*, 02/05/2023, <https://www.voanews.com/a/cameroon-separatists-stage-attack-near-french-speaking-city-of-douala/7075202.html> [consulté le 04/04/2024]

Voice of America (VOA), *Un passé colonial tumultueux à l'origine de la crise anglophone au Cameroun*, 02/10/2018, <https://www.voafrique.com/a/cameroun-un-passe%C3%A9-colonial-tumultueux-%C3%A0-l-origine-de-la-crise-anglophone/4595827.html> [consulté le 27/10/2021]

WATHI, *Cameroun: désamorcer la crise anglophone*, 06/11/2020, <https://www.wathi.org/cameroun-desamorcer-la-crise-anglophone/> [consulté le 23/01/2023]